



Société anonyme au capital de 1 007 625 077,50 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

TROISIEME ACTUALISATION

DU

DOCUMENT DE REFERENCE 2015

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 mars 2015
sous le numéro D.15-0104

Première actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 11 mai 2015 sous le
numéro D.15-0104-A01

Deuxième actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 août 2015 sous le
numéro D.15-0104-A02



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 novembre 2015 sous le numéro D.15-0104-A03. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2015

1 - CHAPITRE 1 : HISTORIQUE ET PRESENTATION DE SOCIETE GENERALE	3
1.1 COMMUNIQUE DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA DEUXIEME ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2015	3
1.1.1 <i>Communiqué de presse du 2 novembre 2015 : Lancement de l'introduction en bourse d'AMUNDI</i>	3
1.1.2 <i>Communiqué de presse du 5 novembre 2015 : Résultats du 3ème trimestre 2015</i>	4
2 - CHAPITRE 2 – RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE	5
2.1 RESULTATS DU 3EME TRIMESTRE 2015 (COMMUNIQUE DE PRESSE DU 5 NOVEMBRE 2015) – ACTUALISATION DES PAGES 24 A 41 DU DDR 2015	5
2.2 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCES	32
2.3 POLITIQUE FINANCIERE	38
2.3.1 <i>Situation d'endettement du Groupe</i>	38
3 - CHAPITRE 3 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	40
3.1 COMITE EXECUTIF	40
4 - CHAPITRE 4 : RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES	41
4.1 RATIOS REGLEMENTAIRES	41
4.1.1 <i>Gestion des ratios prudentiels – actualisation des pages 165 à 168 du DDR 2015</i>	41
4.1.2 <i>Encours pondérés des risques (CRR/CRD4, en Md EUR) – actualisation de la page 145 du DDR 2015</i>	42
4.1.3 <i>Rapprochement des capitaux propres comptables et prudentiels et ratios CRR/CRD4 – actualisation de la page 168 du DDR 2015</i>	43
4.1.4 <i>Ratio de levier CRR</i>	44
4.2 RISQUES DE CREDIT : COUVERTURE DES ENGAGEMENTS PROVISIONNABLES - ACTUALISATION DE LA PAGE 213 DU DDR 2015	44
4.3 RISQUES DE MARCHE : EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING - ACTUALISATION DE LA PAGE 250 DU DDR 2015	45
4.4 RISQUES DE LIQUIDITE	46
4.4.1 <i>Réserve de liquidité - actualisation de la page 271 du Document de référence 2015</i>	46
4.5 RISQUES JURIDIQUES – ACTUALISATION DE LA PAGE 281 DU DDR 2015	47
5 - CHAPITRE 8 : RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE	48
5.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	48
5.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE	48
5.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	49
6 - CHAPITRE 9 : TABLE DE CONCORDANCE	50
6.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	50
6.2 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT PILIER 3	52
6.3 INDEX DES TABLEAUX DU RAPPORT PILIER3	53
6.4 TABLE DE CONCORDANCE AVEC LES RECOMMANDATIONS DE L'ENHANCED DISCLOSURE TASK FORCE - EDTF	55

1 - Chapitre 1 : Historique et présentation de Société Générale

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt de la deuxième actualisation du document de référence 2015

1.1.1 Communiqué de presse du 2 novembre 2015 : Lancement de l'introduction en bourse d'AMUNDI¹

Crédit Agricole S.A. et Société Générale annoncent le lancement de l'introduction en bourse d'Amundi, leur filiale commune de gestion d'actifs créée en 2010, sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Cette introduction en bourse permettra à Amundi d'accéder à un nouveau mode de financement, d'accroître sa flexibilité stratégique et financière et de soutenir son développement en France et à l'international.

Comme le prévoyait le pacte d'actionnaires mis en place à la création d'Amundi, Société Générale prévoit de céder l'intégralité de sa participation, soit 20 % du capital d'Amundi représentant 33,4 millions d'actions. Les deux sociétés resteront liées par leurs accords de distribution qui ont été renouvelés à compter de la réalisation de l'introduction en bourse pour une durée de cinq ans renouvelable. Société Générale confirme ainsi son partenariat industriel de long terme avec Amundi qui demeure le fournisseur de référence de solutions d'épargne et d'investissement pour ses réseaux de banque de détail et d'assurances. « *Nous sommes extrêmement satisfaits de notre relation privilégiée avec Amundi, que nous envisageons comme un partenaire industriel de long terme de Société Générale dans la gestion d'actifs* » indique Frédéric Oudéa, Directeur général de Société Générale.

Crédit Agricole S.A. a, pour sa part, conclu un accord avec une filiale d'Agricultural Bank of China prévoyant concomitamment à l'introduction en bourse la cession d'environ 2 % du capital d'Amundi au prix de l'introduction en bourse. Cette prise de participation traduit la volonté d'Agricultural Bank of China et d'Amundi de développer leur coopération, déjà concrétisée par leur joint-venture créée en 2008. Agricultural Bank of China est l'une des quatre premières banques en Chine² avec 450 millions de clients particuliers. Crédit Agricole S.A. a décidé également d'octroyer une option de surallocation aux banques coordinatrices de l'opération portant sur 3 % du capital d'Amundi pour faciliter la liquidité de l'action Amundi et la stabilisation du cours dans les premiers jours de cotation.

A l'issue de l'introduction en bourse, le Groupe Crédit Agricole restera actionnaire majoritaire d'Amundi en détenant entre 74,6 % et 77,6 % du capital³.

« *Est ainsi réaffirmée la place stratégique, au sein du Groupe Crédit Agricole, du métier de la gestion d'actifs et son rôle moteur dans le développement du Groupe* » souligne Philippe Brassac, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

¹ Le changement de dénomination sociale d'Amundi Group en Amundi a été autorisé par l'Assemblée générale mixte du 30 septembre 2015, avec effet et à compter de la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

² classement basé sur une analyse comparative des rapports annuels des principales banques chinoises, centrée sur le nombre de guichets et de clients déclarés

³ en prenant pour hypothèse l'émission du nombre maximum d'Actions Nouvelles Réservées aux Salariés et sur la base de la borne inférieure de la Fourchette Indicative du Prix de l'Offre

1.1.2 Communiqué de presse du 5 novembre 2015 : Résultats du 3ème trimestre 2015

Voir chapitre 2-1, page 5

2 - Chapitre 2 – Rapport d'activité du Groupe

2.1 Résultats du 3ème trimestre 2015 (Communiqué de presse du 5 novembre 2015) – Actualisation des pages 24 à 41 du DDR 2015

T3-15 : DES RESULTATS SOLIDES MARQUES PAR UNE BONNE PERFORMANCE COMMERCIALE

- **Produit net bancaire** en hausse de +2,1%***, forte progression des activités de Banque de détail
- **Stabilité des frais de gestion (+1,0%* /T3-14)**
- **Maintien du coût du risque⁽¹⁾ à un niveau bas, à 46 points de base au T3-15 contre 58 au T3-14**
- **Résultat net part du Groupe en hausse de +27,7% /T3-14, à 1 126 M EUR au T3-15**
- **Renforcement du bilan : ratio CET 1 à 10,5% (+18 pb au T3-15), ratio de levier à 3,9% et ratio global de solvabilité à 15,7% à fin T3-15**

9M-15 : RESULTAT NET PART DU GROUPE DE 3 345 M EUR (+57,0% /9M-14)

- **Produit net bancaire : 19,6 Md EUR, +12,4% /9M-14, (+5,2%* /9M-14 hors éléments non-économiques**)**
- **Résultat d'exploitation hors éléments non-économiques** en hausse de +16,6%* /9M-14**
- **ROE⁽²⁾ : 8,6%**

BNPA⁽³⁾ : 3,23 EUR pour les 9M-15 (9M-14 : 2,51 EUR)

* A périmètre et taux de change constants, ajusté de l'impact des charges constatées en PNB en 2014 et enregistrées en frais de gestion en 2015.

** Hors éléments non économiques (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et *Debt Value Adjustment*) pour +338 M EUR au T3-15 et +716 M EUR aux 9M-15 (-2 M EUR au T3-14 et -178 M EUR aux 9M-14) en produit net bancaire, soit un impact en résultat net part du Groupe de respectivement +221 M EUR au T3-15 et +469 M EUR aux 9M-15 (et -2 M EUR au T3-14 ; -117 M EUR aux 9M-14). Cf. notes méthodologiques.

Les éléments relatifs aux données financières de l'année 2014 ont été retraités en raison de l'entrée en application de la norme IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective à partir du 1^{er} janvier 2015.

(1) Hors litiges, en points de base sur encours de début de période, y compris locations simples. Calcul annualisé

(2) Annualisé, retraité de l'impact d'IFRIC 21. Hors éléments non-économiques, dotations aux provisions collectives pour litiges, PEL/CEL. Voir note méthodologique n°2

(3) Hors effet de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA (*Debt Value Adjustment*), après déduction des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI soit aux 9M-15 -330 millions d'euros au titre des TSS, +7 millions au titre des TSDI, et correction de l'effet des plus ou moins values sur rachats partiels enregistrées au cours du trimestre (nulle aux 9M-15). Le bénéfice net par action y compris réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA s'élève à 3,82 euros à fin septembre 2015, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI. Voir note méthodologique n°3.

Le Conseil d'administration de Société Générale s'est réuni le 4 novembre 2015 sous la présidence de Lorenzo Bini Smaghi et a examiné les résultats du troisième trimestre 2015.

Le **résultat net part du Groupe est de 1 126 millions d'euros** au troisième trimestre 2015 en hausse de +27,7% par rapport au troisième trimestre 2014, portant le résultat cumulé sur les neuf premiers mois de l'année à 3 345 millions d'euros, contre 2 130 millions d'euros pour la même période en 2014.

Le **produit net bancaire** retraité des éléments non-économiques** atteint 6 026 millions d'euros au troisième trimestre 2015 (**+2,1%* par rapport au troisième trimestre 2014**), et 18 870 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2015, (+5,2%* par rapport aux neuf premiers mois de 2014)⁽¹⁾. Le Groupe confirme au troisième trimestre la très bonne tenue de ses activités en Banque de détail, tant en France (en hausse de +4,2% hors effet PEL/CEL par rapport au troisième trimestre 2014) que pour les activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux (+5,0%*), tandis que les conditions de marché difficiles observées pendant l'été conduisent à une baisse de -10,7%* des revenus en Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs, malgré une activité dynamique en Financement et Conseil.

Le Groupe accélère le déploiement de son nouveau modèle relationnel dans la banque de détail, adapté aux nouveaux comportements de ses clients à l'ère de la révolution digitale en s'appuyant en France sur ses trois marques de référence (Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama). Il entend accélérer le développement de Boursorama et dépasser les 2 millions de clients d'ici 2020 grâce à son positionnement de leader de la banque en ligne en France. Par ailleurs, le Groupe accélère la transformation des réseaux Société Générale et Crédit du Nord autour de trois axes : réinventer le modèle relationnel, lancer de nouvelles initiatives digitales et accompagner ses collaborateurs dans la transformation. Ce plan permettra au Groupe d'améliorer l'expérience client en s'appuyant sur une relation omnicanale tout en étant plus efficient, avec l'ambition d'atteindre un ROE de 15% à horizon 2020 dans les activités de Banque de détail en France.

Les **frais de gestion** sont maîtrisés (+1,0%* au troisième trimestre 2015 par rapport au troisième trimestre 2014). Le plan d'économies 2013-2015 s'étant achevé avec 900 millions d'euros d'économies récurrentes sécurisées, le plan de transformation engagé à horizon 2017 se met en place. Ce nouveau plan vise à réduire les frais de gestion récurrents de 850 millions d'euros supplémentaires pour 450 millions de coûts de restructuration. Au cours du troisième trimestre, une provision pour restructuration de 40 millions d'euros a été constatée.

La **charge nette du risque** est en baisse de -7,9%* au troisième trimestre 2015 par rapport au troisième trimestre 2014, avec notamment une baisse du coût du risque commercial de 58 à 46 points de base, toujours en deçà des cibles définies dans le plan stratégique à horizon fin 2016 (55-60 points de base).

Le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) s'inscrit à 10,5%** dans le référentiel « Bâle 3 »⁽²⁾ (10,1% à fin septembre 2014), le ratio de levier à 3,9% (stable par rapport à fin septembre 2014) et le ratio global de solvabilité à 15,7% (14,6% à fin septembre 2014).

Le ROE⁽³⁾ du Groupe s'élève à 8,6% sur les neuf premiers mois de 2015 (8,0% pour la même période en 2014).

(1) En données brutes le produit net bancaire s'élève à 6 364 millions d'euros au troisième trimestre 2015 (en hausse de +8,3% par rapport au troisième trimestre 2014), et à 19 586 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année (+12,4% par rapport aux neuf premiers mois de 2014)

(2) Les ratios de solvabilité publiés sont déterminés selon les règles CRR/CRD4, sans phasage, sauf mention contraire, voir note méthodologique n°5

(3) Hors dotations aux provisions collectives pour litiges, éléments non-économiques, provision PEL/CEL et ajusté de l'effet de l'entrée en vigueur de la norme IFRIC 21, ainsi que de la dépréciation de l'écart d'acquisition sur les activités en Russie et du badwill constaté sur la consolidation de Newedge en 2014. Calcul annualisé, voir note méthodologique n°2 – ROE en données brutes de 9,0% aux 9M 15 et 5,8% aux 9M14.

Commentant les résultats du Groupe pour le troisième trimestre 2015, Frédéric Oudéa – Directeur général – a déclaré :

« Le groupe Société Générale a enregistré des résultats solides au troisième trimestre 2015 grâce à une bonne performance commerciale et une maîtrise continue des coûts et des risques. Nous confirmons notre potentiel de croissance dans un contexte de reprise en Europe, avec une forte progression de nos activités de banque de détail, en France avec une dynamique de conquête de clients record, et également à l'international. Notre capacité de génération de capital nous a permis de renforcer notre solidité financière avec un ratio CET 1 à 10,5% en ligne avec notre objectif d'environ 11 % à fin 2016. Notre modèle équilibré et notre stratégie orientée client démontrent notre capacité à créer de la valeur et à nous adapter à l'évolution rapide des besoins de nos clients dans un environnement réglementaire toujours plus exigeant. En phase avec la révolution digitale qui s'accélère dans le monde bancaire, nous avons décidé d'aller plus vite et plus loin dans la transformation de notre modèle de banque de détail en France en nous appuyant sur la complémentarité de nos trois enseignes, et avec l'ambition de renforcer notre promesse de banque relationnelle de référence. »

1 - RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

En M EUR	T3-14	T3-15	Variation		9M-14	9M-15	Variation	
Produit net bancaire	5 876	6 364	+8,3%	+7,9%*	17 432	19 586	+12,4%	+10,3%*
<i>Produit net bancaire</i> <i>(1)</i>	5 878	6 026	+2,5%	+2,1%*	17 610	18 870	+7,2%	+5,2%*
Frais de gestion	(3 920)	(3 978)	+1,5%	+1,0%*	(11 825)	(12 544)	+6,1%	+3,4%*
Résultat brut d'exploitation	1 956	2 386	+22,0%	+21,8%*	5 607	7 042	+25,6%	+25,3%*
<i>Résultat brut d'exploitation</i> <i>(1)</i>	1 958	2 048	+4,6%	+4,4%*	5 785	6 326	+9,4%	+9,1%*
Coût net du risque	(642)	(571)	-11,1%	-7,9%*	(2 061)	(1 908)	-7,4%	-5,1%*
Résultat d'exploitation	1 314	1 815	+38,1%	+35,4%*	3 546	5 134	+44,8%	+42,1%*
<i>Résultat d'exploitation</i> <i>(1)</i>	1 316	1 477	+12,2%	+10,1%*	3 724	4 418	+18,6%	+16,6%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(7)	(1)	n/s	n/s*	193	(42)	n/s	n/s*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s*	(525)	0	n/s	n/s*
Résultat net part du Groupe comptable	882	1 126	+27,7%	+25,3%*	2 130	3 345	+57,0%	+53,6%*
<i>Résultat net part du Groupe</i> <i>(1)</i>	884	905	+2,4%	+0,5%*	2 247	2 876	+28,0%	+25,4%*
ROE Groupe (après impôt)	7,2%	9,0%			5,8%	9,0%		

⁽¹⁾Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA

Produit net bancaire

Le produit net bancaire du Groupe est de 6 364 millions d'euros au T3-15, en hausse de +7,9%* par rapport au T3-14 et 19 586 millions d'euros aux 9M-15, en progression de +10,3%* par rapport aux 9M-14. **Hors éléments non économiques, le produit net bancaire du Groupe s'inscrit à 6 026 millions d'euros au T3-15, en hausse de +2,1%* par rapport au T3-14, et à 18 870 millions d'euros aux 9M-15, +5,2%* par rapport aux 9M-14.**

- Les revenus des activités de **Banque de détail en France (RBDF)** progressent de +4,2% au T3-15 par rapport au T3-14, (et de +3,5% sur les 9 mois), hors provision PEL/CEL – soit respectivement de +7,1% et +3,4% en données brutes. Dans un contexte de taux bas, le dynamisme des activités de Banque de détail en France se maintient, avec un nombre d'ouvertures de compte record depuis dix ans et une forte progression des encours de dépôt et de crédit.
- Le produit net bancaire de la **Banque de détail et Services Financiers Internationaux (IBFS)** progresse de 5,0%* au T3-15 par rapport au T3-14 (et de +3,1%* sur les 9 mois 2015 par rapport à la même période en 2014). A périmètre et change constants, les revenus sont en hausse dans l'ensemble des activités hors Russie, en particulier dans les activités de Services Financiers aux entreprises et Assurances (+13,6%* entre le T3-14 et le T3-15, et +12,2%* en cumul sur les 9 mois). Dans les activités de Banque à l'International les revenus progressent au global de +0,7%*

entre le T3-14 et le T3-15 (-1,3%* entre le 9M-14 et le 9M-15), en raison notamment du ralentissement observé en Russie, où cependant la situation se stabilise au troisième trimestre.

- La **Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (GBIS)**, dans des conditions de marché difficiles au T3-15, présente des revenus en recul de -10,7%* par rapport au T3-14 malgré la croissance des activités de Financement et Conseil. Sur les 9M-15, les revenus sont en progression de +2,6%* par rapport aux 9M-14 (stables à +0,7%* dans les Activités de Marchés et Services aux Investisseurs, en hausse de +3,6%* en Gestion d'Actifs et Banque Privée, et de +7,8%* en Financement et Conseil).

L'incidence comptable de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre est de +447 millions d'euros au T3-15 (-4 millions d'euros au T3-14), soit +821 millions d'euros pour les 9M-15 (-183 millions d'euros aux 9M-14). L'effet de la DVA (voir note méthodologique n°7) s'élève à -109 millions d'euros au T3-15 (+2 millions d'euros au T3-14), et -105 millions d'euros en cumul sur les 9 premiers mois de 2015 (+5 millions d'euros sur les 9M-14). Ces deux facteurs constituent les éléments non économiques retraités dans les analyses des résultats du Groupe.

Frais de gestion

Les frais de gestion du Groupe sont globalement stables au T3-15 par rapport au T3-14 (+1,0%*). Sur neuf mois, ils atteignent 12 544 millions d'euros en 2015, contre 11 825 en 2014. Les frais de gestion tiennent compte du changement de méthode comptable induit par l'entrée en vigueur de la norme IFRIC 21, qui conduit à comptabiliser en une fois un certain nombre de charges qui auraient été lissées sur l'année selon les normes comptables antérieures.

Le Groupe a achevé son plan d'économies 2013-2015 au cours du troisième trimestre 2015 et sécurisé la totalité des 900 millions d'économies récurrentes planifiées en mobilisant des coûts de transformation de 457 millions d'euros inférieurs au budget initial. Dans le cadre du nouveau plan de transformation engagé en 2015, une provision de 40 millions d'euros a été enregistrée pour faire face aux restructurations annoncées dans le cadre de ce projet qui vise à réduire de 850 millions d'euros les coûts récurrents du Groupe.

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit à 2 386 millions d'euros au T3-15, contre 1 956 au T3-14, en hausse de +21,8%* (et +25,3%* entre les 9M-14 et les 9M-15, à 7 042 millions d'euros). Cette forte progression s'explique essentiellement par la variation non-économique de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre. Hors éléments non-économiques, le résultat brut d'exploitation s'inscrit en hausse de +4,4%* au T3-15 par rapport au T3-14 et de +9,1%* entre les 9M-14 et les 9M-15.

La **charge nette du risque** du Groupe est de -571 millions d'euros au T3-15, en baisse de -7,9%* par rapport au T3-14.

Le **coût du risque commercial** confirme sa tendance baissière, en ligne avec l'objectif 2016. Il s'établit à 46⁽¹⁾ points de base au T3-15 à comparer à 44 points de base au T2-15 et 58 points de base au T3-14.

- Dans la **Banque de détail en France**, il est stable par rapport au T2-15, à 42 points de base (38 points de base au T2-15 et 51 points de base au T3-14), grâce à un niveau bas sur la clientèle d'entreprise.
- A 91 points de base (contre 96 points de base au T2-15 et 128 points de base au T3-14), le coût du risque du pôle **Banque de détail et Services Financiers Internationaux** est en baisse globale. Le coût du risque se stabilise en Russie malgré un contexte économique difficile.

(1) Taux annualisé, hors litiges, sur actifs début de période et y compris les locations simples.

- Le coût du risque de la **Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs** demeure au T3-15 à un niveau bas à 17 points de base (contre 10 points de base au T2-15 et 6 points de base au T3-14), malgré un provisionnement prudent sur les expositions pétrole et gaz.

La charge du risque des 9M-15 est de -1 908 millions d'euros contre -2 061 millions aux 9M-14.

Le taux brut d'encours douteux s'établit à 5,5 % à fin septembre 2015 (contre 6,4% à fin septembre 2014). Le taux de couverture brut des encours douteux du Groupe atteint 64%, en hausse de +1 point par rapport à fin septembre 2014.

Sous l'effet de la réduction de la charge du risque et de la progression du résultat brut d'exploitation, le **résultat d'exploitation** du Groupe s'inscrit en forte hausse, à 1 815 millions d'euros au T3-15 (+35,4%* par rapport au T3-14) et 5 134 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2015 (+42,1%* par rapport à la même période en 2014).

Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1 126 millions d'euros au T3-15, et à 3 345 millions d'euros en cumul à fin septembre 2015, après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe de 34,7% au T3-15 et de 31,3% aux 9M-15), et de la contribution des participations ne donnant pas le contrôle. Au T3-14, le résultat net part du Groupe était de 882 millions d'euros, avec un taux effectif d'impôt de 30,2%, et de 2 130 millions d'euros pour les 9M-14, avec un taux effectif d'impôt de 26,7%.

Corrigé des éléments non économiques (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA)⁽¹⁾, le résultat net part du Groupe s'élève à 905 millions d'euros au T3-15, à rapprocher de 884 millions d'euros au T3-14. Le résultat cumulé hors éléments non-économiques atteint 2 876 millions d'euros à fin septembre 2015 (2 247 millions d'euros sur la même période en 2014).

ROE et BNPA

Le ROE⁽²⁾ du Groupe est de 8,6% pour les 9M-15. A données comparables, le ROE des 9M-14 était de 8,0%.

Le bénéfice net par action (BNPA) s'élève à 3,82 euros à fin septembre 2015 (2,35 euros à fin septembre 2014), après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI⁽³⁾. Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA, le bénéfice net par action s'élève à 3,23 euros par action (2,51 euros à fin septembre 2014), après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI. C'est sur cette base qu'est calculée la proposition de distribution de dividendes à soumettre au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale (taux de distribution de 50%).

(1) Hors éléments non économiques détaillés en note méthodologique n°7 pour 2014 et 2015.

(2) Cf. note méthodologique n° 5, hors éléments non économiques, provision collective pour litiges, PEL/CEL et ajusté de l'effet d'IFRIC 21. Hors dépréciation d'écart d'acquisition en Russie et première consolidation de Newedge en 2014 (soit -315 millions d'euros d'effet sur le résultat). L'ajustement relatif à IFRIC 21 corrige pour chaque trimestre 25% des taxes supportées dans leur intégralité au titre de l'exercice. ROE en données brutes au T3-14 : 7,2%, aux 9M-14 : 5,8%. ROE du T3-15 et des 9M-15 en données brutes : 9,0%

(3) Après déduction des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI au titre des 9M-15 : -330 millions d'euros au titre des TSS, +7 millions au titre des TSDI. Voir note méthodologique n°3

2 - STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 septembre 2015, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 57,9 milliards d'euros⁽¹⁾ (55,2 milliards d'euros au 31 décembre 2014), et l'actif net tangible par action à 53,98 euros, correspondant à un actif net par action de 60,46 euros dont 1,48 euro de plus-values latentes.

Le total du bilan consolidé s'établit à 1 352 milliards d'euros au 30 septembre 2015 (1 308 milliards d'euros au 31 décembre 2014). Le montant net des crédits à la clientèle (hors valeurs et titres reçus en pension), y compris location financement, est de 381 milliards d'euros (356 milliards d'euros au 31 décembre 2014). Parallèlement les dépôts de la clientèle atteignent 352 milliards d'euros contre 328 milliards d'euros au 31 décembre 2014 (hors valeurs et titres donnés en pension).

A la fin du troisième trimestre 2015, la liquidité levée au titre du programme de financement moyen et long terme 2015 s'élevait à 31,0^(a) milliards d'euros en dette senior et subordonnée. Au niveau de la maison-mère, 26,0^(a) milliards d'euros avaient été levés au 30 septembre 2015. Les sources de refinancement se répartissent entre 6,1 milliards d'euros d'émissions senior vanille non sécurisées, 13,8^(a) milliards d'euros de placements privés structurés, 1,5 milliards d'euros de financements sécurisés (SG SFH et SG SCF), 3,5 milliards d'euros d'émissions subordonnées Tier 2 et 1,1 milliard d'euros d'émissions super-subordonnées Additional Tier 1. Au niveau des filiales, 5,0 milliards d'euros avaient été levés au 30 septembre 2015. Le LCR (**Liquidity Coverage Ratio**) à fin septembre 2015 s'établit à 144%, contre 118% à fin 2014.

Les **encours pondérés** par les risques du Groupe s'élèvent à 355 milliards d'euros au 30 septembre 2015 (contre 353 milliards d'euros à fin décembre 2014 comme à fin septembre 2014 ; 361 milliards d'euros à fin juin 2015) selon les règles CRR/CRD4. Les encours pondérés au titre du risque de crédit représentent toujours l'essentiel des risques de la banque, plus de 80% du total, en hausse de près de deux points sur un an.

Au 30 septembre 2015, le **ratio Common Equity Tier 1**⁽²⁾ du Groupe s'établit à 10,5%⁽³⁾ (10,1% à fin décembre 2014), pour un objectif à fin 2016 d'environ 11%. Le ratio Tier 1 est de 13,2% (12,6% à fin décembre 2014) et le ratio global de solvabilité s'établit à 15,7% à (14,3% à fin décembre 2014). Le Groupe a annoncé son intention de céder sa participation dans Amundi lors de l'introduction en bourse lancée le 2 novembre 2015. Sur la base de la fourchette indicative de prix fixée entre 42,00 et 52,50 euros, la cession de la totalité de la participation de Société Générale aurait un impact compris entre 22 et 26 points de base sur le ratio Common Equity Tier 1 au 31 décembre 2015.

Le **ratio de levier** s'établit à 3,9%⁽²⁾ à fin septembre 2015 (3,8% à fin décembre 2014).

Le Groupe est **noté** par les agences de notation DBRS (notation long terme : « A (high) » assortie de perspectives stables ; notation court-terme : « R-1 (middle) » assortie de perspectives stables), FitchRatings (notation long terme : « A » assortie de perspectives stables – ; notation court-terme : « F1 »), Moody's (notations dépôts et senior unsecured long terme : « A2 » assorties de perspectives stables ; notation court-terme : « P-1 » et Counterparty Risk Assessment long-terme à « A1 » et court-terme à « P-1 », Standard and Poor's (notation long terme « A » assortie de perspectives négatives ; notation court-terme : « A-1 ») et R&I (attribution d'une notation long terme « A » assortie de perspectives stables).

(1) Ce montant comprend notamment 9,4 milliards d'euros de titres super-subordonnés et 0,4 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée

(2) Ratios non phasés, voir note méthodologique n°5

(3) Le ratio phasé, incluant les résultats de l'exercice en cours, s'élève à 11,1% à fin septembre 2015, contre 10,9% à fin décembre 2014. Voir note méthodologique n°5

(a) Montants ajustés par rapport aux éléments publiés le 5 novembre 2015 (resp. total : 31,5 Md EUR ; maison mère : 26,5 Md EUR ; placements privés structurés : 14,3 Md EUR)

3 - BANQUE DE DETAIL EN FRANCE

En M EUR	T3-14	T3-15	Variation	9M-14	9M-15	Variation
Produit net bancaire	2 019	2 162	+7,1%	6 158	6 370	+3,4%
<i>Produit net bancaire hors PEL/CEL</i>	2 082	2 170	+4,2%	6 236	6 453	+3,5%
Frais de gestion	(1 285)	(1 326)	+3,2%	(3 934)	(4 021)	+2,2%
Résultat brut d'exploitation	734	836	+13,9%	2 224	2 349	+5,6%
<i>Résultat brut d'exploitation hors PEL/CEL</i>	797	844	+5,9%	2 302	2 432	+5,6%
Coût net du risque	(237)	(201)	-15,2%	(738)	(614)	-16,8%
Résultat d'exploitation	497	635	+27,8%	1 486	1 735	+16,8%
Résultat net part du Groupe	317	410	+29,3%	956	1 102	+15,3%
<i>Résultat net part du Groupe hors PEL/CEL</i>	356	415	+16,6%	1 005	1 154	+14,8%
ROE	12,8%	16,8%		12,7%	15,0%	

Au T3-15, les performances commerciales et financières des activités de Banque de détail en France sont très soutenues, maintenant la bonne dynamique du premier semestre 2015.

Le développement de la base de clientèle se poursuit dans les trois enseignes de banque de détail, particulièrement sur des clients de bonne gamme et patrimoniaux, et atteint un niveau inégalé depuis dix ans. Le nombre d'ouvertures nettes de comptes à vue des clients particuliers progresse de +59% sur les neuf premiers mois de 2015 par rapport à la même période en 2014, soit près de 274 000 ouvertures de comptes pour les trois enseignes Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama. Dans ce contexte, Boursorama compte désormais plus de 712 000 clients en France à fin septembre 2015.

Forte d'une relation privilégiée avec sa clientèle, Société Générale a été élue « Service Client de l'Année 2016 ». Ce prix décerné par Viséo Conseil et obtenu pour la quatrième fois, récompense l'engagement des collaborateurs, toujours à l'écoute des clients afin de les accompagner au quotidien pour leur rendre la banque plus simple, plus proche et plus efficace.

Dans la tendance des trimestres précédents, les encours moyens de dépôts au bilan progressent de +5,0% par rapport au T3-14, à 171,7 milliards d'euros, portés par une collecte sur dépôts à vue toujours très solide (+15,1% par rapport au T3-14). Dans un même temps, la collecte nette d'assurance vie s'inscrit en hausse de +12% par rapport au T3-14 et +21% par rapport aux 9M-14, avec un taux de souscription en unités de compte toujours soutenu depuis le début de l'année (20,7% en moyenne sur la collecte brute)

Sous l'effet d'une production de prêts immobiliers très soutenue (x2,3 par rapport au T3-14) et de la reprise progressive de la demande de la clientèle entreprise (crédits d'investissement en hausse de +23% par rapport au T3-14), les encours moyens de crédits progressent de +2,7% par rapport au T3-14 à 179,0 milliards d'euros. Le ratio crédits sur dépôts moyens poursuit son amélioration à 104% au T3-15 (contre 107% au T3-14).

Portés par la forte performance commerciale, les revenus des Réseaux France sont en hausse après neutralisation de l'impact des provisions PEL/CEL de +4,2% par rapport au T3-14 (et de +3,5% en cumul par rapport à fin septembre 2014). Hors PEL/CEL la marge d'intérêts progresse de +3,4% par rapport au

T3-14 et aux 9M-14 : la hausse des encours de dépôts et de crédits et le bon niveau de marges sur crédits étant supérieure aux effets négatifs des taux bas et des renégociations de prêts immobiliers.

Sur le trimestre, la croissance des commissions s'accélère à +5,5% par rapport au T3-14, portant leur hausse à +3,5% sur les 9M-15, grâce à la dynamique de l'assurance-vie et le développement des synergies avec les autres métiers du Groupe.

Les frais de gestion s'inscrivent en hausse de +3,2% par rapport au T3-14 et de +2,2% par rapport aux 9M-14, en raison notamment de la mise en place du Fonds de Résolution Unique européen et de l'accélération des investissements dans le digital. La progression des charges d'exploitation reste toutefois inférieure à la croissance du PNB, permettant aux Réseaux France d'afficher un coefficient d'exploitation de 62,1% aux 9M-15 (hors PEL/CEL et retraité de 25% des impacts résultant de l'application de la norme IFRIC 21), en ligne avec les objectifs du Groupe.

La charge du risque recule fortement de -15,2% entre le T3-14 et le T3-15, et de -16,8% entre les 9M-14 et les 9M-15.

Hors PEL/CEL, la Banque de détail en France affiche un résultat net part du Groupe de 415 millions d'euros au T3-15, en hausse de +16,6% par rapport au T3-14. Sur les 9M-15, il s'établit à 1 154 millions d'euros (+14,8%), ce qui se traduit par un solide niveau de rentabilité (ROE de 15,9% hors PEL/CEL et retraité de 25% de l'effet de l'entrée en vigueur d'IFRIC 21).

4 - BANQUE DE DETAIL ET SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX

En M EUR	T3-14	T3-15	Variation		9M-14	9M-15	Variation	
Produit net bancaire	1 899	1 888	-0,6%	+5,0%*	5 576	5 524	-0,9%	+3,1%*
Frais de gestion	(1 048)	(1 018)	-2,9%	+2,1%*	(3 208)	(3 222)	+0,4%	+3,9%*
Résultat brut d'exploitation	851	870	+2,2%	+8,6%*	2 368	2 302	-2,8%	+2,1%*
Coût net du risque	(378)	(302)	-20,1%	-14,4%*	(1 068)	(922)	-13,7%	-8,7%*
Résultat d'exploitation	473	568	+20,1%	+26,1%*	1 300	1 380	+6,2%	+10,7%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	(1)	+0,0%	n/s*	2	(27)	n/s	n/s*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s*	(525)	0	n/s	n/s*
Résultat net part du Groupe	311	342	+10,0%	+16,4%*	302	793	x 2,6	x 2,9*
ROE	12,9%	14,2%			4,2%	11,0%		

Au T3-15, le pôle affiche une hausse des revenus (+5,0%* par rapport au T3-14 à 1 888 millions d'euros) soutenue par une bonne dynamique de l'activité au global. Les frais de gestion augmentent légèrement (+2,1%* par rapport au T3-14), s'établissant à -1 018 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 870 millions d'euros (+8,6%* par rapport au T3-14) et le coefficient d'exploitation à 53,9%, en baisse de 1,3 points. Sur la même période, le coût du risque s'améliore significativement (-14,4%*), du fait de la forte baisse en Roumanie. La contribution du pôle au résultat net part du Groupe au T3-15 ressort à 342 millions d'euros, en hausse de +10,0% par rapport au T3-14, grâce aux bonnes performances des activités de Services Financiers aux entreprises et d'Assurances. Tout en s'améliorant, la situation en Russie pèse encore sur la contribution de la Banque de détail à l'International.

Au titre des 9M-15, les revenus s'élèvent à 5 524 millions d'euros, en hausse de +3,1%* par rapport aux 9M-14. Le résultat d'exploitation s'établit à 1 380 millions d'euros (+10,7%* sur la même période) et le résultat net part du Groupe ressort à 793 millions d'euros, en forte hausse par rapport au résultat net des 9M-14 de 302 millions.

Banque de détail à l'International

Au T3-15, la Banque de détail à l'International s'inscrit dans la même tendance de croissance que les trimestres précédents. A 77,2 milliards d'euros, les encours de crédits sont en progression de +2,9%* par rapport au T3-14, principalement grâce aux bonnes performances commerciales en République tchèque, en Allemagne, dans les Balkans et en Afrique. Les encours de dépôts s'élèvent à 69,3 milliards d'euros à fin septembre 2015, affichant ainsi une croissance régulière à +5,6%* par rapport au T3-14, particulièrement forte en Europe.

Les revenus sont en légère progression (+0,7%*) au T3-15 à 1 285 millions d'euros, la hausse en Europe et en Afrique compensant la baisse en Russie. Sur la même période, le métier affiche un résultat d'exploitation de 257 millions d'euros (+22,2%* par rapport au T3-14), grâce à la stricte maîtrise des frais de gestion et à la baisse du coût du risque. La contribution au résultat net part du Groupe de 129 millions d'euros est stable (-0,8%) par rapport au T3-14, en raison de la baisse enregistrée sur Russie. Sur la période 9M-15, les revenus de la Banque de détail à l'International s'élèvent à 3 756 millions d'euros et le résultat net part du Groupe ressort à 258 millions d'euros ; sur la période 9M-14, le résultat net part du Groupe était négatif à -213 millions d'euros compte tenu de la dépréciation totale de l'écart d'acquisition des activités en Russie.

En **Europe de l'ouest**, où le pôle est implanté en Allemagne, Italie et France et opère exclusivement dans le crédit à la consommation, les encours de crédits sont en hausse de +5,1%* par rapport au T3-14 à 14,3 milliards d'euros, grâce à une bonne dynamique commerciale en Allemagne (+13,0%*), notamment sur les prêts automobiles. Au T3-15, la région enregistre des revenus de 173 millions d'euros (+8,4%* par rapport au T3-14) et un résultat brut d'exploitation de 87 millions d'euros (+11,9%*). La région affiche une contribution au résultat net part du Groupe en forte hausse à 36 millions d'euros (+80,0% par rapport au T3-14).

En **République tchèque**, le groupe Komerční Banka (KB) affiche une bonne dynamique commerciale au T3-15, les encours de crédits progressant de +8,5%* par rapport au T3-14 à 19,4 milliards d'euros, tirés par les crédits immobiliers et les grandes entreprises. Les encours de dépôts progressent de +3,6%* à 24,5 milliards d'euros. Les revenus sont en baisse de -1,7%* par rapport au T3-14 à 255 millions d'euros, dans un contexte de taux bas. Les frais de gestion sont stables* à 133 millions d'euros. La contribution au résultat net part du Groupe reste solide, à 55 millions d'euros (+1,9% par rapport au T3-14), avec un niveau de coût du risque bas.

En **Roumanie**, malgré l'amélioration de l'environnement économique, la demande de crédits reste faible. Dans ce contexte, les encours de crédits du groupe BRD baissent de -2,7%* par rapport au T3-14 à 6,2 milliards d'euros. La collecte de dépôts reste élevée au T3-15, les encours progressant de +13,2%* par rapport au T3-14 à 8,7 milliards d'euros. Les revenus du groupe BRD restent en retrait sur le trimestre à 129 millions d'euros, -6,2%* par rapport au T3-14 sous l'effet de la forte pression sur les marges dans un contexte de taux bas. Cependant, grâce à des frais de gestion maîtrisés et à une forte réduction du coût du risque (-71,6%*), le groupe BRD affiche une contribution trimestrielle positive de 9 millions d'euros.

Dans les **autres pays d'Europe**, les encours de crédits sont en hausse de +6,4%* à 11,1 milliards d'euros, notamment avec la bonne croissance dans les Balkans (+6,3%*), tant sur les entreprises que sur les particuliers. Les encours de dépôts progressent de +9,5%* par rapport au T3-14 à 10,6 milliards d'euros. Sur le trimestre les revenus s'établissent à 187 millions d'euros, en hausse de +10,7%* par rapport au T3-14, tandis que les frais de gestion demeurent maîtrisés à 111 millions d'euros (+1,1%*). Le résultat net part du Groupe s'établit au T3-15 à 10 millions d'euros, (26 millions d'euros au T3-14), en raison de l'augmentation du coût du risque.

En **Russie**, dans un environnement difficile, les encours de crédits restent en dessous du niveau du T3 14, baissant de -14,3%* à 8,5 milliards d'euros. Toutefois, ce trimestre est marqué par le redressement des encours de crédits (+2,6%* par rapport au T2-15), grâce à une activité soutenue sur les entreprises et un rebond de la production des prêts aux particuliers. Les encours de dépôts sont stables* par rapport au T3-14 à 6,8 milliards d'euros. La situation de liquidité de SG Russie reste solide, avec un ratio crédits sur

dépôts pour Rosbank de 86% à fin septembre 2015. Le produit net bancaire diminue de -10,0%* à 169 millions d'euros, mais s'améliore nettement par rapport au T2-15 (+26,3%*) grâce au renforcement des marges et à l'augmentation des volumes. Les frais de gestion sont maîtrisés à 132 millions d'euros (+1,1%*) malgré une inflation à deux chiffres ; les initiatives d'optimisation du dispositif se poursuivent (-2 669 ETP et -77 agences par rapport à décembre 2014). Au total, la perte de l'ensemble SG Russie⁽¹⁾ se réduit de nouveau ce trimestre, s'établissant à -20 millions d'euros au T3-15 contre -45 millions d'euros au T2-15.

En **Afrique et dans les autres implantations du Groupe**, les encours de crédits progressent de +5,2%* au global par rapport au T3-14 à 17,8 milliards d'euros, l'Afrique en particulier enregistrant une forte hausse de +9,0%*. Sur la même période les encours de dépôts augmentent de +5,6%* au global. Au T3-15, les revenus s'établissent à 372 millions d'euros, en hausse de +2,4%* par rapport au T3-14, tirés par la croissance des volumes en Afrique. Les frais de gestion sont stables (-1,0%*) par rapport au T3-14 à 207 millions d'euros. Sur la période, le coût du risque recule de -17,4%*. Le résultat net part du Groupe s'élève ainsi à 49 millions d'euros, en hausse de +2,1% par rapport au T3-14.

Assurances

Au T3-15, l'activité Assurances maintient une bonne dynamique commerciale, avec une collecte brute d'assurance-vie de 2,2 milliards d'euros au T3-15. Les encours d'assurance-vie affichent une croissance de +5,5%* par rapport au T3-14 à 92,7 milliards d'euros, et la part des contrats en unités de compte progresse à 20,8% des encours.

En matière de Protection (Prévoyance et assurance Dommages), les primes s'établissent à 315 millions d'euros au T3-15, en hausse par rapport au T3-14 (+3,7%*), grâce à la bonne performance en France sur la période (+10,0%*).

Le produit net bancaire atteint 206 millions d'euros au T3-15 (+7,7%* par rapport au T3-14) et 616 millions d'euros au titre des 9M-15 (+9,8%* par rapport aux 9M-14). La contribution au résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 89 millions d'euros au T3-15 (+8,5% par rapport au T3-14) et 247 millions d'euros sur la période 9M-15 (+8,3% par rapport aux 9M-14).

Services Financiers aux entreprises

Les Services Financiers aux entreprises affichent des dynamiques commerciales soutenues et une forte croissance de leurs résultats au T3-15.

ALD Automotive confirme la solide progression de son parc (+6,8%* par rapport au T3-14) et maintient ainsi de fortes positions sur son marché.

Les activités de Financement de biens d'équipement professionnels enregistrent au T3-15 un bon niveau de production, en augmentation de +5,2%* (hors affacturage) par rapport au T3-14, surtout en Scandinavie et en Italie. Les encours de crédits s'établissent à 15,3 milliards d'euros (+4,3%* par rapport au T3-14, hors affacturage).

Au T3-15, les revenus des Services Financiers aux entreprises progressent fortement de +16,9%* par rapport au T3-14 à 394 millions d'euros. Sur la même période, la stricte maîtrise des coûts permet de limiter la hausse des frais de gestion (+7,4%*) ; le résultat brut d'exploitation progresse ainsi de +27,3%* par rapport au T3-14. La contribution au résultat net part du Groupe est en hausse de +23,1% à 128 millions d'euros au T3-15. Sur 9M-15 les revenus ressortent à 1 140 millions d'euros (+13,6%* par rapport aux 9M-14) et le résultat net part du Groupe s'établit à 355 millions d'euros (+22,0% par rapport aux 9M-14).

(1) Résultat de SG Russie : contribution des entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD Automotive et de leurs filiales consolidées aux résultats des métiers du Groupe. Banque à l'International en Russie : contribution de -30 millions d'euros au T3-15 et +4 millions d'euros au T3-14.

5 - BANQUE DE GRANDE CLIENTELE ET SOLUTIONS INVESTISSEURS

En M EUR	T3-14	T3-15	Variation		9M-14	9M-15	Variation	
Produit net bancaire	2 115	2 000	-5,4%	-10,7%*	6 537	7 265	+11,1%	+2,6%*
Frais de gestion	(1 537)	(1 562)	+1,6%	-2,8%*	(4 621)	(5 196)	+12,4%	+3,2%*
Résultat brut d'exploitation	578	438	-24,2%	-30,6%*	1 916	2 069	+8,0%	+1,3%*
Coût net du risque	(27)	(68)	x2,5	x2,2*	(53)	(174)	x 3,3	x 2,9*
Résultat d'exploitation	551	370	-32,8%	-38,4%*	1 863	1 895	+1,7%	-4,3%*
Résultat net part du Groupe	456	320	-29,8%	-34,8%*	1 487	1 533	+3,1%	-2,5%*
ROE	13,7%	8,5%			15,5%	13,9%		

Au T3-15, la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre des revenus de 2 000 millions d'euros, en retrait de -5,4% par rapport au T3-14, reflétant la progression des activités de Financement et Conseil et le recul des Activités de Marché dans un environnement de marché difficile.

Sur les 9 premiers mois de 2015, les revenus du pôle s'établissent à 7 265 millions d'euros affichant une solide progression de +11,1% sur les 9 premiers mois de 2014.

Activités de Marché et Services aux Investisseurs

L'environnement de ce trimestre a été marqué par les conséquences de la dévaluation du yuan en Chine et les perturbations survenues sur les marchés actions, provoquant notamment une forte hausse de la volatilité et de la corrélation.

De ce fait, après une solide progression au premier semestre, les revenus du métier Activités de Marché et Services aux Investisseurs s'inscrivent à 1 185 millions d'euros, en retrait ce trimestre de -10,4% par rapport au T3-14. Les revenus des 9 premiers mois 2015 sont cependant en nette progression, +10,9% par rapport à la même période l'an dernier à 4 687 millions d'euros.

- Les revenus des activités **Actions**, à 411 millions d'euros au T3-15, reculent de -5,5% par rapport au T3-14 tout en conservant une forte progression de +31,0%⁽¹⁾ sur les 9 premiers mois 2015 à 2 064 millions d'euros. Les revenus du trimestre sont pénalisés par des conditions de marchés difficiles en Europe associées à une activité commerciale en retrait pour les produits structurés. Cette baisse est partiellement compensée par les activités de flux qui bénéficient de la hausse de la volatilité et d'une demande croissante des clients, en particulier pour les produits dérivés. Le Groupe enregistre une hausse de ses parts de marché dans l'activité « cash actions » et sur les produits cotés.
- Les activités **Taux, crédit, changes et matières premières** présentent des revenus en baisse de -22,7% à 479 millions d'euros au T3-15, et de -13,6%⁽¹⁾ sur les 9 premiers mois 2015. Les incertitudes en Chine ont créé un contexte de marché défavorable pour les activités de produits structurés et les activités de taux et de crédit, dans une période estivale caractérisée par des volumes réduits. Ce recul

(1) A iso-périmètre

est partiellement compensé par la bonne performance des activités sur les marchés émergents et sur les matières premières.

- Les revenus de **Prime Services** sont en forte progression de +37,5% à 143 millions d'euros au T3-15 (et de +34,1%⁽¹⁾ pour les 9 premiers mois de 2015 par rapport aux 9 premiers mois de 2014), soutenus par une demande prononcée des clients dans des marchés actions volatils, notamment en Europe.
- Le **Métier Titres** affiche des actifs en conservation en hausse de +4,8% à 3 995 milliards d'euros sur un an. Parallèlement, les actifs administrés augmentent de +7,2% à 585 milliards d'euros. Les revenus du métier Titres ce trimestre sont en retrait de -6,7% par rapport au T3-14. Toutefois, les revenus sur les 9 premiers mois 2015 progressent de +1,6% par rapport à la même période en 2014.

Financement et Conseil

Les métiers de **Financement et Conseil** continuent sur une dynamique commerciale soutenue au T3-15 avec des revenus de 561 millions d'euros en progression de +7,9% par rapport au T3-14. Le financement de ressources naturelles réalise un nouveau très bon trimestre marqué par de nombreuses transactions, tandis que les financements export et d'infrastructures contribuent également à la bonne performance de la ligne-métier. Les activités de conseil et de marché de capitaux enregistrent des revenus stables par rapport au T3-14 dans un contexte de marché calme.

Sur les 9 premiers mois 2015, les revenus des métiers de Financement et Conseil augmentent de +16,4% à 1 768 millions d'euros reflétant la forte progression du nombre de transactions.

Gestion d'Actifs et Banque Privée

Les revenus de la ligne-métier **Gestion d'Actifs et Banque Privée** s'inscrivent à 254 millions d'euros au T3-15, en recul de -7,0% par rapport au T3-14. Sur les 9 premiers mois 2015, les revenus affichent une progression de +2,3% à 810 millions d'euros.

Les actifs sous gestion de la **Banque Privée** atteignent 112 milliards d'euros à fin septembre 2015, en hausse de 2,4% à périmètre constant par rapport à fin septembre 2014, sous l'effet d'un bon niveau de collecte tiré par la France et le Luxembourg et d'un effet change positif partiellement compensé par un effet marché défavorable. Le métier enregistre un produit net bancaire de 204 millions d'euros ce trimestre en retrait de -6,8% par rapport à un niveau élevé au T3-14. Les revenus sur les 9 premiers mois de 2015 restent en hausse par rapport à la même période l'an dernier, avec une marge brute maintenue à un niveau élevé de 108 points de base (contre 103 points de base l'an dernier).

Portés par une collecte de +22,2 milliards d'euros depuis le début de l'année, les actifs sous gestion de **Lyxor** atteignent 105,7 milliards d'euros à fin septembre 2015. Lyxor affirme sa position de n°3 sur les ETF en Europe avec une part de marché de 10,8% à fin septembre 2015 (Euronext). Les revenus de Lyxor au T3-15 s'élèvent à 44 millions d'euros en recul de -10,2% par rapport au T3-14 reflétant le développement du « business mix » vers des activités ETF à plus faibles marges.

Frais de gestion

Sur le T3-15, les frais de gestion de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs progressent de +1,6% mais reculent de -2,8%* à périmètre et change constants, reflétant une bonne maîtrise des coûts. Sur les 9 premiers mois 2015, les frais sont en hausse de +3,2%*, pénalisés par la contribution au Fonds de Résolution Unique (100 millions d'euros intégrée pour sa totalité au premier trimestre en application de la norme IFRIC 21). Le coefficient d'exploitation du pôle s'établit à 71,5% à fin septembre 2015.

(1) A iso-périmètre

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation ressort à 438 millions d'euros au T3-15, en retrait de -24,2% par rapport au T3-14. Sur les 9 premiers mois de 2015, la progression s'établit à +8,0% à 2 069 millions d'euros.

La charge nette du risque atteint -174 millions d'euros sur les 9 premiers mois 2015, reflétant une hausse de provisions dans le secteur pétrolier, contre un niveau particulièrement bas de -53 millions d'euros sur les 9 premiers mois 2014.

Au total, le pôle enregistre un résultat d'exploitation de 1 895 millions d'euros sur les 9 premiers mois 2015 en progression sur un an de +1,7%.

Résultat net

La contribution du pilier Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs au résultat net part du Groupe s'élève à 320 millions d'euros au T3-15 et à 1 533 millions d'euros sur les 9 premiers mois 2015, en progression de +3,1%.

Pro-forma de l'impact IFRIC 21, le ROE s'établit à 14,2% sur les 9 premiers mois 2015.

6 - HORS PÔLES

En M EUR	T3-14	T3-15	9M-14	9M-15
Produit net bancaire	(157)	314	(839)	427
<i>Produit net bancaire (1)</i>	(153)	(133)	(656)	(394)
Frais de gestion	(50)	(72)	(62)	(105)
Résultat brut d'exploitation	(207)	242	(901)	322
<i>Résultat brut d'exploitation (1)</i>	(203)	(205)	(718)	(499)
Coût net du risque	0	0	(202)	(198)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	1	206	(2)
Résultat net part du Groupe	(202)	54	(615)	(83)
<i>Résultat net part du Groupe (1)</i>	(199)	(239)	(495)	(621)

(1) Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre

Le Hors Pôles inclut :

- la gestion immobilière du siège social du Groupe,
- le portefeuille de participations du Groupe,
- les fonctions de centrale financière du Groupe,
- certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés aux métiers.

Les revenus du **Hors Pôles** s'élèvent à 314 millions d'euros au T3-15 (contre -157 millions d'euros au T3-14). Ils intègrent en particulier la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de +447 millions d'euros (-4 millions au T3-14).

Les frais de gestion s'élèvent ce trimestre à -72 millions d'euros, à comparer à -50 millions d'euros au T3-14. Ils intègrent une provision pour restructuration de 40 millions d'euros liée au plan de transformation du Groupe.

Le résultat brut d'exploitation est de 242 millions d'euros au T3-15, contre -207 millions d'euros au T3-14. Retraité de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (voir note méthodologique n°7), il est de -205 millions d'euros (contre -203 millions d'euros au T3-14).

Le résultat net part du Groupe du Hors Pôles est de +54 millions d'euros au T3-15, contre -202 millions d'euros au T3-14, principalement en raison de l'incidence de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre. Corrigé de cet effet, il est de -239 millions d'euros au T3-15 (contre -199 millions d'euros au T3-14).

7 - CONCLUSION

Société Générale poursuit sa transformation pour s'adapter au nouvel environnement réglementaire et technologique en démontrant sa capacité à créer de la valeur pour ses actionnaires et ses clients. Le Groupe s'appuie sur son avance en matière de services bancaires numériques, son modèle de banque intégré et sa capacité à maîtriser ses coûts et ses risques pour s'imposer comme la banque relationnelle de référence au service du financement de l'économie. L'Actif Net par Action a ainsi progressé de 4,5% entre fin septembre 2014 et fin septembre 2015, à 60,46 euros à fin septembre 2015. L'Actif Net Tangible par Action s'élève à 53,98 euros (en hausse de près de 5,2% par rapport à fin septembre 2014) et le BNPA de 3,23 euros (net de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et des intérêts à payer aux porteurs de TSS et TSDI) dépasse à fin septembre le total de l'année 2014, dont il sera proposé de distribuer 50% aux actionnaires.

8 - CALENDRIER FINANCIER 2016

Calendrier de communication financière 2015 - 2016

11 février	2016	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2015
4 mai	2016	Publication des résultats du premier trimestre 2016
3 août	2016	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2016
3 novembre	2016	Publication des résultats du troisième trimestre 2016

Ce document comporte des éléments de projection relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale.

Ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment l'application de principes et de méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait entraîner des résultats significativement différents de ceux projetés dans cette présentation.

Par conséquent, bien que Société Générale estime qu'ils reposent sur des hypothèses raisonnables, ces éléments de projection sont soumis à de nombreux risques et incertitudes, notamment des sujets dont le Groupe ou sa direction n'ont pas encore connaissance ou actuellement jugés non significatifs, et rien ne garantit que les événements anticipés se matérialiseront ou que les objectifs mentionnés seront atteints. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner une différence marquée entre les résultats réels et les résultats anticipés dans les éléments de projection comprennent, entre autres, les tendances de l'activité économique en général et celles des marchés de Société Générale en particulier, les changements réglementaires et prudentiels et le succès des initiatives stratégiques, opérationnelles et financières de Société Générale.

Des informations détaillées sur les risques potentiels susceptibles d'affecter les résultats financiers de Société Générale sont consultables dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Il est recommandé aux investisseurs de tenir compte des facteurs d'incertitudes et de risque susceptibles d'affecter les opérations du Groupe lorsqu'ils examinent les informations contenues dans les éléments de projection. Au-delà des obligations légales en vigueur, Société Générale ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ses éléments de projection. Sauf mention contraire, les sources des classements et des positions de marché sont internes.

9 - ANNEXE 1 : DONNÉES CHIFFRÉES : données relatives à 2014 ajustées à la suite de l'entrée en vigueur de la norme IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective au 1/1/2015

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en millions d'euros)	T3-14	T3-15	Var T3/T3	9M-14	9M-15	9M 15/9M 14	
Produit net bancaire	5 876	6 364	+8,3%	17 432	19 586	+12,4%	+10,3%*
Frais de gestion	(3 920)	(3 978)	+1,5%	(11 825)	(12 544)	+6,1%	+3,4%*
Résultat brut d'exploitation	1 956	2 386	+22,0%	5 607	7 042	+25,6%	+25,3%*
Coût net du risque	(642)	(571)	-11,1%	(2 061)	(1 908)	-7,4%	-5,1%*
Résultat d'exploitation	1 314	1 815	+38,1%	3 546	5 134	+44,8%	+42,1%*
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	39	56	+43,6%	141	166	+17,7%	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(7)	(1)	+85,7%	193	(42)	n/s	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	(525)	0	n/s	
Impôts sur les bénéfices	(395)	(629)	+59,2%	(1 000)	(1 596)	+59,6%	
Résultat net	951	1 241	+30,5%	2 355	3 662	+55,5%	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	69	115	+66,7%	225	317	+40,9%	
Résultat net part du Groupe	882	1 126	+27,7%	2 130	3 345	+57,0%	+53,6%*
Ratio Tier 1 fin de période	13,0%	13,2%		13,0%	13,2%		

* A périmètre et taux de change constants

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER
(en millions d'euros)

	T3-14	T3-15	Var T3/T3	9M-14	9M-15	9M 15/9M 14
Banque de détail en France	317	410	29,3%	956	1 102	+15,3%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	311	342	+10,0%	302	793	x 2,6
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	456	320	-29,8%	1 487	1 533	+3,1%
TOTAL METIERS	1 084	1 072	-1,1%	2 745	3 428	+24,9%
Hors Pôles	(202)	54	n/s	(615)	(83)	+86,5%
GROUPE	882	1 126	+27,7%	2 130	3 345	+57,0%

BILAN CONSOLIDE

Actif

<i>Actif - en Md EUR</i>	30.09.2015	31.12.2014
Caisse, Banques centrales	81,6	57,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	513,9	530,5
Instruments dérivés de couverture	16,7	19,4
Actifs financiers disponibles à la vente	136,8	143,7
Prêts et créances sur les établissements de crédit	86,5	80,7
Prêts et créances sur la clientèle	379,4	344,4
Opérations de location-financement et assimilées	26,4	26,0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2,8	3,4
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4,0	4,4
Actifs d'impôts	6,7	7,4
Autres actifs	70,5	65,2
Actifs non courants destinés à être cédés	0,2	0,9
Participations dans les sociétés mises en équivalence	2,9	2,8
Immobilisations corporelles et incorporelles	19,0	17,9
Ecarts d'acquisition	4,4	4,3
Total	1 351,8	1 308,2

Passif

<i>Passif - en Md EUR</i>	30.09.2015	31.12.2014
Banques centrales	6,1	4,6
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	465,3	480,3
Instruments dérivés de couverture	10,0	10,9
Dettes envers les établissements de crédit	104,2	91,3
Dettes envers la clientèle	373,2	349,7
Dettes représentées par un titre	107,6	108,7
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8,4	10,2
Passifs d'impôts	1,5	1,4
Autres passifs	91,8	75,1
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,2	0,5
Provisions techniques des entreprises d'assurance	105,6	103,3
Provisions	4,6	4,5
Dettes subordonnées	11,8	8,8
Capitaux propres part du Groupe	57,9	55,2
Participations ne donnant pas le contrôle	3,6	3,6
Total	1 351,8	1 308,2

10 - ANNEXE 2 : NOTES MÉTHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés du Groupe au 30 septembre 2015 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 4 novembre 2015

Les éléments financiers présentés au titre du trimestre ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date, et n'ont pas été audités.

A noter que les données de l'exercice 2014 ont été retraitées en raison de l'entrée en vigueur au premier janvier 2015 de la norme IFRIC 21 avec effet rétroactif, induisant la publication de données ajustées au titre de l'exercice précédent.

2- Le **ROE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés (v) une provision au titre des dividendes à verser aux actionnaires (1 285 millions d'euros au 30 septembre 2015). Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période, depuis 2006, aux porteurs des TSS et TSDI reclassés (Cf. infra).

L'allocation de capital aux différents métiers s'effectue depuis le 1^{er} janvier 2014 sur la base de 10% des encours pondérés de début de période.

3- Pour le calcul du **bénéfice net par action**, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des plus ou moins-values enregistrées sur les rachats partiels (neutre en 2015) et des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (-111 millions d'euros au titre du T3-15, et -330 millions d'euros pour les 9M-15),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (+3 millions d'euros au titre du T3-15, et +7 millions pour les 9M-15).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'**actif net** correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (9,4 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,4 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. L'**actif net tangible** est corrigé des écarts d'acquisition nets à l'actif et des écarts d'acquisition en mise en équivalence. Pour la détermination de l'Actif Net par Action ou de l'Actif Net Tangible par Action, le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 septembre 2015, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- Les **fonds propres Common Equity Tier 1** du Groupe Société Générale sont déterminés conformément aux règles CRR/CRD4 applicables. Les **ratios de solvabilité** non phasés sont présentés pro-forma des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Lorsqu'il est fait référence aux ratios phasés, ceux-ci n'intègrent pas les résultats de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Le ratio de levier est déterminé selon les règles CRR/CRD4 applicables intégrant les dispositions de l'acte délégué d'octobre 2014.

6- Le **ROTE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres tangibles, c'est-à-dire en excluant des capitaux propres comptables moyens cumulés part du Groupe, les écarts d'acquisition nets moyens à l'actif et les écarts d'acquisition moyens sous-jacents aux participations dans les entreprises mises en équivalence.

Le résultat pris en compte pour calculer le ROTE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe hors dépréciation des écarts d'acquisition, en réintégrant les intérêts nets d'impôt sur les TSS sur la période (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSS) et les intérêts nets d'impôt sur les TSDI (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSDI).

7 – Eléments non économiques et retraitements

Les éléments non économiques correspondent à la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et à l'ajustement de valeur lié au risque de crédit propre (DVA). Ces éléments, ainsi que les autres éléments faisant l'objet d'un retraitement, sont détaillés ci-après pour les T3-14, T3-15, 9M-14 et 9M-15.

En M EUR

T3-14	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre*	(4)				(3)	Hors Pôles
Impact DVA comptable*	2				1	Groupe
Impact CVA comptable**	(39)				(26)	Groupe
Provision PEL/CEL	(63)				(39)	Banque de détail en France
T3-15	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre*	447				293	Hors Pôles
Impact DVA comptable*	(109)				(71)	Groupe
Impact CVA comptable**	(14)				(9)	Groupe
Provision PEL/CEL	(8)				(5)	Banque de détail en France

* Eléments non économiques

** Pour information

En M EUR

9M-14	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre*	(183)				(120)	Hors Pôles
Impact DVA comptable*	5				3	Groupe
Impact CVA comptable**	56				37	Groupe
Dépréciations et pertes en capital			(525)		(525)	Banque de détail et Services Financiers Internationaux
Provision PEL/CEL	(78)				(48)	Banque de détail en France
Provision pour litiges				(200)	(200)	Hors Pôles
Dépréciations et pertes en capital			210		210	Hors Pôles

9M-15	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre*	821				538	Hors Pôles
Impact DVA comptable*	(105)				(69)	Groupe
Impact CVA comptable**	3				2	Groupe
Provision PEL/CEL	(83)				(51)	Banque de détail en France
Provision pour litiges				(200)	(200)	Hors Pôles

* Eléments non économiques

** Pour information

Pour le calcul des variations à périmètre et change constants en produit net bancaire, et le calcul des coefficients d'exploitation, les éléments comparés ont été ajustés de l'effet de l'application de la norme comptable IFRIC 21 – les principaux éléments d'ajustement du produit net bancaire et des frais de gestion sont détaillés ci-dessous :

	Banque de détail en France		Banque de détail et Services Financiers Internationaux		Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs		Hors Pôles		Groupe	
	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15
Total IFRIC 21 - PNB			-26						-26	
Total IFRIC 21 – Frais de gestion	-69	-62	-83	-116	-103	-188	-16	-37	-271	-403
<i>dont FRU</i>		-19		-18		-102		-2		-141
Coefficient d'exploitation(3)	62,9%	62,1%	57,5%	57,8%	70,2%	70,0%			66,5%	65,7%

	Banque de détail à l'International		Services Financiers aux entreprises		Assurances		Autres		Total	
	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15
Total IFRIC 21 - PNB	-26								-26	
Total IFRIC 21 – Frais de gestion	-38	-75	-14	-8	-25	-25	-6	-8	-83	-116
<i>dont FRU</i>		-17						-1		-18

	Europe de l'Ouest		République tchèque (1)		Roumanie		Russie		Autres Europe (2)		Afrique, Asie, Bassin méditerranéen et Outre-mer		Total Banque de détail à l'International	
	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15
Total IFRIC 21 - PNB					-20				-6				-26	
Total IFRIC 21 – Frais de gestion	-6	-5	-6	-19	-3	-23	-7	-5	-6	-16	-10	-7	-38	-75
<i>dont FRU</i>		-1		-15						-1				-17

	Activités de Marché et Services aux Investisseurs		Financement et Conseil		Gestion d'Actifs et Banque Privée		Total Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	
	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15	9M 14	9M 15
Total IFRIC 21 - PNB								
Total IFRIC 21 – Frais de gestion	-69	-144	-30	-39	-4	-5	-103	-188
<i>dont FRU</i>		-88		-12		-2		-102

- (1) Le Fonds de garantie des dépôts en République tchèque de -23 M EUR comptabilisé en PNB en 2014 est désormais enregistré en Frais de gestion en 2015
- (2) Le Fonds de garantie des dépôts de -8 M EUR dans la zone Autres Europe comptabilisé en PNB sur 2014 est désormais enregistré en Frais de gestion en 2015
- (3) Retraité de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, de la DVA, du PEL-CEL, 25% IFRIC21

NB (1) En raison des règles d'arrondi, la somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté.

NB (2) Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de la période (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

11 - SERIES TRIMESTRIELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	T1-14	T2-14	T3-14	T4-14	2014	T1-15	T2-15	T3-15
Banque de détail en France								
Produit net bancaire	2 073	2 066	2 019	2 117	8 275	2 055	2 153	2 162
Frais de gestion	-1 380	-1 269	-1 285	-1 423	-5 357	-1 391	-1 304	-1 326
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	693	797	734	694	2,918	664	849	836
Coût net du risque	-232	-269	-237	-303	-1,041	-230	-183	-201
<i>Résultat d'exploitation</i>	461	528	497	391	1,877	434	666	635
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	10	12	13	10	45	15	7	15
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-5	1	-6	-11	-21	-17	-2	0
Impôts sur les bénéfices	-174	-201	-186	-143	-704	-159	-252	-240
<i>Résultat net</i>	292	340	318	247	1 197	273	419	410
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	-8	1	-1	-7	0	0	0
<i>Résultat net part du Groupe</i>	291	348	317	248	1 204	273	419	410
Fonds propres normatifs moyens	10 166	10 101	9 892	9 601	9 940	9 743	9 821	9 754
(en millions d'euros)	T1-14	T2-14	T3-14	T4-14	2014	T1-15	T2-15	T3-15
Banque de détail et Services Financiers Internationaux								
Produit net bancaire	1 790	1 887	1 899	1 848	7 424	1 782	1 854	1 888
Frais de gestion	-1 119	-1 041	-1 048	-1 071	-4 279	-1 157	-1 047	-1 018
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	671	846	851	777	3 145	625	807	870
Coût net du risque	-378	-312	-378	-374	-1 442	-333	-287	-302
<i>Résultat d'exploitation</i>	293	534	473	403	1 703	292	520	568
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	7	11	13	19	50	14	7	8
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	0	-1	-200	-198	-25	-1	-1
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-525	0	0	0	-525	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-82	-144	-128	-105	-459	-81	-146	-158
<i>Résultat net</i>	-304	401	357	117	571	200	380	417
Dont participations ne donnant pas le contrôle	39	67	46	49	201	61	68	75
<i>Résultat net part du Groupe</i>	-343	334	311	68	370	139	312	342
Fonds propres normatifs moyens	9 564	9 335	9 676	9 727	9 576	9 513	9 667	9 641

(en millions d'euros)	T1-14	T2-14	T3-14	T4-14	2014	T1-15	T2-15	T3-15
dont Banque de détail à l'International								
Produit net bancaire	1 288	1 358	1 374	1 330	5 350	1 210	1 261	1 285
Frais de gestion	-833	-802	-797	-812	-3 244	-838	-799	-747
Résultat brut d'exploitation	455	556	577	518	2 106	372	462	538
Coût net du risque	-367	-291	-355	-342	-1 355	-277	-239	-281
Résultat d'exploitation	88	265	222	176	751	95	223	257
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	3	4	3	14	4	4	3
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	0	-1	-200	-198	0	-1	-1
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-525	0	0	0	-525	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-22	-60	-53	-38	-173	-22	-51	-58
Résultat net	-452	208	172	-59	-131	77	175	201
Dont participations ne donnant pas le contrôle	35	64	42	45	186	57	66	72
Résultat net part du Groupe	-487	144	130	-104	-317	20	109	129
Fonds propres normatifs moyens	5 984	5 845	6 058	5 991	5 969	5 758	5 878	5 735
dont Services financiers aux entreprises et Assurances								
Produit net bancaire	504	529	529	523	2 085	569	587	600
Frais de gestion	-275	-241	-247	-253	-1 016	-294	-265	-264
Résultat brut d'exploitation	229	288	282	270	1 069	275	322	336
Coût net du risque	-21	-20	-23	-24	-88	-25	-22	-23
Résultat d'exploitation	208	268	259	246	981	250	300	313
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5	6	10	16	37	10	3	5
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-66	-86	-81	-78	-311	-80	-95	-100
Résultat net	147	188	188	184	707	180	208	218
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	1	2	2	6	1	2	1
Résultat net part du Groupe	146	187	186	182	701	179	206	217
Fonds propres normatifs moyens	3 434	3 373	3 508	3 632	3 487	3 636	3 707	3 802
dont Assurances								
Produit net bancaire	182	191	193	191	757	205	205	206
Frais de gestion	-92	-66	-71	-71	-300	-102	-74	-75
Résultat brut d'exploitation	90	125	122	120	457	103	131	131
Coût net du risque	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat d'exploitation	90	125	122	120	457	103	131	131
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-29	-40	-39	-37	-145	-33	-42	-42
Résultat net	61	85	83	83	312	70	89	89
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	0	1	2	3	0	1	0
Résultat net part du Groupe	61	85	82	81	309	70	88	89
Fonds propres normatifs moyens	1 526	1 528	1 582	1 609	1 561	1 639	1 645	1 663
dont Services Financiers aux entreprises								
Produit net bancaire	322	338	336	332	1 328	364	382	394
Frais de gestion	-183	-175	-176	-182	-716	-192	-191	-189
Résultat brut d'exploitation	139	163	160	150	612	172	191	205
Coût net du risque	-21	-20	-23	-24	-88	-25	-22	-23
Résultat d'exploitation	118	143	137	126	524	147	169	182
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5	6	10	16	37	10	3	5
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-37	-46	-42	-41	-166	-47	-53	-58
Résultat net	86	103	105	101	395	110	119	129
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	1	1	0	3	1	1	1
Résultat net part du Groupe	85	102	104	101	392	109	118	128
Fonds propres normatifs moyens	1 909	1 845	1 925	2 023	1 926	1 997	2 062	2 139
dont autre								
Produit net bancaire	-2	0	-4	-5	-11	3	6	3
Frais de gestion	-11	2	-4	-6	-19	-25	17	-7
Résultat brut d'exploitation	-13	2	-8	-11	-30	-22	23	-4
Coût net du risque	10	-1	0	-8	1	-31	-26	2
Résultat d'exploitation	-3	1	-8	-19	-29	-53	-3	-2
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-2	2	-1	0	-1	0	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	-25	0	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	6	2	6	11	25	21	0	0
Résultat net	1	5	-3	-8	-5	-57	-3	-2
Dont participations ne donnant pas le contrôle	3	2	2	2	9	3	0	2
Résultat net part du Groupe	-2	3	-5	-10	-14	-60	-3	-4
Fonds propres normatifs moyens	146	118	110	105	120	119	82	104

(en millions d'euros)	T1-14	T2-14	T3-14	T4-14	2014	T1-15	T2-15	T3-15
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs								
Produit net bancaire	2 127	2 295	2 115	2 189	8 726	2 590	2 675	2 000
Frais de gestion	-1 538	-1 546	-1 537	-1 677	-6 298	-1 874	-1 760	-1 562
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	589	749	578	512	2 428	716	915	438
Coût net du risque	-54	28	-27	-28	-81	-50	-56	-68
<i>Résultat d'exploitation</i>	535	777	551	484	2 347	666	859	370
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	25	19	28	26	98	37	19	31
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-5	0	0	-5	-1	8	-1
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-127	-186	-118	-84	-515	-176	-190	-76
<i>Résultat net</i>	433	605	461	426	1 925	526	696	324
Dont participations ne donnant pas le contrôle	3	4	5	4	16	4	5	4
<i>Résultat net part du Groupe</i>	430	601	456	422	1 909	522	691	320
Fonds propres normatifs moyens	12 419	12 742	13 299	13 683	13 036	13 544	15 526	15 037
dont activités de marché & services aux investisseurs depuis 2014								
Produit net bancaire	1 413	1 491	1 322	1 402	5 628	1 770	1 732	1 185
<i>dont Actions</i>	653	496	435	652	2 236	853	799	411
<i>dont Taux, Changes et Matières premières</i>	556	711	620	463	2 350	584	607	479
<i>dont Prime Services</i>	31	101	104	117	353	144	142	143
<i>dont Métier Titres</i>	173	183	163	170	689	188	184	152
Frais de gestion	-1 008	-1 032	-992	-1 094	-4 126	-1 295	-1 189	-995
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	405	459	330	308	1 502	475	543	190
Coût net du risque	-10	2	-21	-6	-35	-5	-26	-7
<i>Résultat d'exploitation</i>	395	461	309	302	1 467	470	517	183
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-2	-1	0	3	0	1	2	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	2	2	-1	0	1
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-106	-118	-70	-84	-378	-133	-132	-36
<i>Résultat net</i>	287	342	239	223	1 091	337	387	150
Dont participations ne donnant pas le contrôle	2	3	5	2	12	3	3	5
<i>Résultat net part du Groupe</i>	285	339	234	221	1 079	334	384	145
Fonds propres normatifs moyens	7 936	7 995	8 278	8 410	8 155	7 996	9 163	8 365
dont Financement et Conseil								
Produit net bancaire	453	546	520	541	2 060	522	685	561
Frais de gestion	-323	-312	-323	-345	-1 303	-367	-375	-361
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	130	234	197	196	757	155	310	200
Coût net du risque	-43	27	-4	-20	-40	-30	-28	-60
<i>Résultat d'exploitation</i>	87	261	193	176	717	125	282	140
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	1	-1	0	9	-14	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-8	-1	-1	-10	0	9	-2
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-8	-50	-34	1	-91	-22	-40	-26
<i>Résultat net</i>	79	203	159	175	616	112	237	112
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	2	-1	2	3	0	2	-2
<i>Résultat net part du Groupe</i>	79	201	160	173	613	112	235	114
Fonds propres normatifs moyens	3 454	3 698	4 024	4 251	3 857	4 564	5 314	5 534
dont Gestion d'Actifs et Banque Privée								
Produit net bancaire	261	258	273	246	1 038	298	258	254
<i>dont Lyxor</i>	48	50	49	55	202	52	52	44
<i>dont Banque Privée</i>	207	201	219	188	815	240	200	204
<i>dont autre</i>	6	7	5	3	21	6	6	6
Frais de gestion	-207	-202	-222	-238	-869	-212	-196	-206
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	54	56	51	8	169	86	62	48
Coût net du risque	-1	-1	-2	-2	-6	-15	-2	-1
<i>Résultat d'exploitation</i>	53	55	49	6	163	71	60	47
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	27	20	27	24	98	27	31	29
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	3	1	-1	3	0	-1	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-13	-18	-14	-1	-46	-21	-18	-14
<i>Résultat net</i>	67	60	63	28	218	77	72	62
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	-1	1	0	1	1	0	1
<i>Résultat net part du Groupe</i>	66	61	62	28	217	76	72	61
Fonds propres normatifs moyens	1 029	1 050	997	1 023	1 025	984	1 049	1 138

(en millions d'euros)	T1-14	T2-14	T3-14	T4-14	2014	T1-15	T2-15	T3-15
Hors Pôles								
Produit net bancaire	-334	-348	-157	-25	-864	-74	187	314
dont MtM passifs financiers	-158	-21	-4	44	-139	62	312	447
Frais de gestion	-36	24	-50	-41	-103	-20	-13	-72
Résultat brut d'exploitation	-370	-324	-207	-66	-967	-94	174	242
Coût net du risque	-3	-199	0	-201	-403	0	-198	0
Résultat d'exploitation	-373	-523	-207	-267	-1 370	-94	-24	242
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	11	7	-15	17	20	2	9	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	206	0	127	333	9	-12	1
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	180	129	37	-44	302	46	-9	-155
Résultat net	-182	-181	-185	-167	-715	-37	-36	90
Dont participations ne donnant pas le contrôle	27	23	17	22	89	29	35	36
Résultat net part du Groupe	-209	-204	-202	-189	-804	-66	-71	54
Groupe								
Produit net bancaire	5 656	5 900	5 876	6 129	23 561	6 353	6 869	6 364
Frais de gestion	-4 073	-3 832	-3 920	-4 212	-16 037	-4 442	-4 124	-3 978
Résultat brut d'exploitation	1 583	2 068	1 956	1 917	7 524	1 911	2 745	2 386
Coût net du risque	-667	-752	-642	-906	-2 967	-613	-724	-571
Résultat d'exploitation	916	1 316	1 314	1 011	4 557	1 298	2 021	1 815
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	53	49	39	72	213	68	42	56
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-2	202	-7	-84	109	-34	-7	-1
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-525	0	0	0	-525	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	-203	-402	-395	-376	-1 376	-370	-597	-629
Résultat net	239	1 165	951	623	2 978	962	1 459	1 241
Dont participations ne donnant pas le contrôle	70	86	69	74	299	94	108	115
Résultat net part du Groupe	169	1 079	882	549	2 679	868	1 351	1 126
Fonds propres normatifs moyens	42 171	42 206	42 908	43 277	42 641	43 674	44 766	45 437
ROE Groupe (après impôt)	0,8%	9,3%	7,2%	4,0%	5,3%	6,9%	11,2%	9,0%

Société Générale

Société Générale est l'un des tout premiers groupes européens de services financiers. S'appuyant sur un modèle diversifié de banque universelle, le Groupe allie solidité financière et stratégie de croissance durable avec l'ambition d'être la banque relationnelle, référence sur ses marchés, proche de ses clients, choisie pour la qualité et l'engagement de ses équipes.

Acteur de l'économie réelle depuis 150 ans, Société Générale emploie plus de 148 000 collaborateurs, présents dans 76 pays, et accompagne au quotidien 30 millions de clients dans le monde entier en offrant une large palette de conseils et solutions financières sur mesure aux particuliers, entreprises et investisseurs institutionnels, qui s'appuie sur trois pôles métiers complémentaires :

- **La banque de détail en France** avec les enseignes Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama qui offrent des gammes complètes de services financiers avec une offre multicanal à la pointe de l'innovation digitale.
- **La banque de détail à l'international, services financiers et assurances** avec des réseaux présents dans les zones géographiques en développement et des métiers spécialisés leaders dans leurs marchés.
- **La banque de financement et d'investissement, banque privée, gestion d'actifs et métier titres** avec leurs expertises reconnues, positions internationales clés et solutions intégrées.

Société Générale figure dans les principaux indices de développement durable : DJSI (World et Europe), FTSE4Good (Global et Europe), Euronext Vigeo (Global, Europe, Eurozone et France), ESI Excellence (Europe) d'Ethibel et 4 des indices STOXX ESG Leaders.

Pour plus d'information, vous pouvez suivre le compte twitter [@societegenerale](https://twitter.com/societegenerale) ou visiter le site www.societegenerale.com

2.2 Nouveaux produits ou services importants lancés

Métier

Nouveaux produits ou services

Banque de détail en France	“Cycléa Pack Ellipro” (Février/Mars 2015) (Société Générale)	Offre de renseignement commercial auprès des clientèles commerciales.
	“La complémentaire santé collective” (Janvier 2015) (Société Générale)	La COMPLEMENTAIRE SANTE COLLECTIVE est l'offre d'assurance Santé Collective lancée par Société Générale sur le marché des Professionnels, Entreprises et Associations, dans le cadre de la loi n°2013-504
	“ La Gestion Initiale” (Marché des Particuliers) (Janvier 2015) (Crédit du Nord)	La Gestion Initiale est une offre de gestion déléguée des contrats d'assurance vie et de capitalisation accessible dès 30 000€.
	“Pro collective health insurance” (Crédit du Nord)	Contrat d'assurance Santé Collective avec Sogecap, pour les professionnels.
	“Santé collective entreprises” (Crédit du Nord)	Offre Santé Collective entreprises, pour couvrir les salariés dans le cadre de la loi n°2013-504.
	“Webfactures” (Crédit du Nord)	Solution d'encaissement de factures par carte bancaire en ligne pour les clients professionnels et entreprises ne disposant pas de site marchand.
	Mobile payment (GTPS)	Déploiement sur toute la France pour Société Générale.
	Offre slimpay (Crédit du Nord)	Offre complète de gestion et de traitement de la chaîne de prélèvement
	Coffre-fort numérique (Decembre 2014) (Boursorama)	Mise à disposition d'un espace sécurisé pour stocker ses documents importants : factures, relevés, formulaires et justificatifs administratifs.
	Offre Garantie Accidents de la vie (Société Générale)	Produit d'assurance permettant une couverture de la famille contre les accidents de la vie privée et leurs conséquences immédiates et à long terme.
	Garantie de salaire (Société Générale)	En cas d'arrêt de travail de longue durée ou perte d'emploi, Garantie de Salaire garantit aux clients le versement d'une indemnité forfaitaire mensuelle pour les aider à compenser la perte de revenus subie.
	Finasia France (Juin 2015) (Société Générale - GTPS)	Offre de financement proposée aux fournisseurs asiatiques de nos clients importateurs français.
	Financement du CIR (Juillet 2015) (Société Générale)	Offre permettant aux entreprises éligibles au dispositif du CIR (Crédit Impôt Recherche) de bénéficier par anticipation des avantages du crédit d'impôt.
	SG MONE TRESO (Septembre 2015) (Société Générale)	OPC monétaire, géré par Société Générale Gestion, offrant un horizon de placement légèrement supérieur aux OPC existants.
Offre SO Actif (Septembre 2015) (Société Générale)	Offre destinée aux jeunes Actifs de 18 à 29 ans destinée à les accompagner lors de leur entrée dans la Vie Active. Cette offre comprend un volet bancaire et assurance, un volet Bons Plans et un volet accompagnement/pédagogie.	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	« Voiture intelligente » (mars 2015) ; Essox-République Tchèque) (Banque de détail à l'International)	Nouveau service de conseil client permettant d'éviter les pièges habituels lors de l'achat d'un véhicule à des propriétaires particuliers. Les services juridiques incluent un modèle de contrat d'achat, une sélection des conditions techniques ainsi que l'historique du véhicule choisi.

<p>“Sound Drive et Sound Cash ” (Février 2015; SGGH-Ghana) (Banque de détail à l'International)</p>	<p>Sound Drive est un nouveau produit d'assurance de véhicule permettant d'assurer un client ainsi que son véhicule selon deux types</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sound Drive Intégral qui propose une assurance 'tout risques' plus large, pour garantir un remboursement complet quel que soit le - Sound Drive Tiers Personne, qui propose une couverture au tiers, une solution « a minima » mais obligatoire pour tout véhicule. <p>Sound Cash est un nouveau produit d'assurance dédié à la protection de moyens de paiement, unique en son genre au Ghana. Cette assurance a été conçue pour protéger les clients d'usages frauduleux en cas de perte ou de vol de leur carte bancaire ou de leur chéquier.</p>
<p>“ Agence bancaire mobile ” (Février 2015 ; SGBF-Burkina Faso) (Banque de détail à l'International)</p>	<p>Nouveau concept d'agence bancaire mobile et dotée d'une antenne satellitaire. Ce point de vente offre les mêmes commodités et services que les agences classiques bâties 'en dur' : elle compte 4 bureaux de conseillers de clientèle, un bureau de chargée d'accueil, une caisse, un hall d'attente et un Distributeur Automatique de Billets. Il s'agit d'une innovation forte qui incarne parfaitement la volonté de SGBF d'être une banque proche de ses clients.</p>
<p>“Booster ” (Février 2015 ;BFV-SG-Madagascar) (Banque de détail à l'International)</p>	<p>Nouvelle offre d'épargne avec de nouvelles maturités et des taux boostés. Booster fait partie des offres les mieux rémunérées du marché malgache, en proposant un placement allant de 1 à 36 mois et une rémunération exceptionnelle de 4,50% jusqu'à 11,50% en fonction de la durée du placement choisie, et ceci pour toute souscription entre le 16 février et le 02 mai 2015.</p>
<p>“Assurance Famille 100% en ligne” (Mars 2015 ; Sogecap-France) (Services Financiers aux entreprises et Assurances)</p>	<p>Nouvelle assurance dédiée à la protection de la famille, unique sur le marché à plusieurs titres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % en ligne, car elle peut être souscrite immédiatement et sans examens médicaux. Les modifications et résiliations sont également possibles en ligne. - modulable, car elle comprend un capital en cas de décès, complété au choix d'une garantie arrêt de travail seule ou d'une garantie arrêt de travail + chômage offrant des prestations forfaitaires (à la différence du marché qui propose des prestations indemnitaires) - différentiante, car elle intègre la couverture des enfants du client en cas d'infirmité accidentelle lourde avec le paiement d'un capital forfaitaire et le service de conseil médical en ligne et par téléphone : "Médecin direct" utilisable à tout moment.
<p>“Location Longue Durée pour les deux-roues” (mai 2015 ; ALD - Maroc) (Services Financiers aux entreprises et Assurances)</p>	<p>Nouveau service permettant la location de deux roues et visant à répondre principalement à une demande croissante des entreprises. Cette solution se compose d'un contrat à durée variable, associé à une palette de services - assurance, maintenance, assistance et pneumatiques. Ce service, le premier du genre au Maroc, a été créé en partenariat avec MOB SHOP (importateur et distributeur de KYMCO).</p>
<p>“Prêt immobilier à taux fixe” (mars/avril 2015; BRD - Roumanie) (Banque de détail à l'international)</p>	<p>Nouveau prêt immobilier sur le marché roumain, libellé en Leu et en Euro, avec un taux d'intérêt fixe sur 30 ans. Ce nouveau produit bancaire permet aux clients de ne pas être affecté par le taux d'intérêt et les évolutions du taux de change.</p>
<p>“Offre sur mesure pour les petits commerces de détail” (Mai 2015; SGS - Serbie) (Banque de détail à l'international)</p>	<p>Nouveau package adapté aux besoins de trésorerie des petits commerces de détail. L'offre intègre une autorisation de découvert pour les utilisateurs de Terminaux de Point de Vente (20% du chiffre d'affaires mensuel), à des coûts préférentiels (commission et taux d'intérêt réduits). L'offre prévoit également la gratuité des dépôts d'espèces en agence, ainsi que des taux d'intérêt préférentiels (sur prêts immobiliers, cash loans et refinancement de prêts), s'appliquant également aux collaborateurs des emprunteurs qui domicilient leur salaire dans la banque.</p>

Métier

Nouveaux produits ou services

	<p>“Happy Auto Loan” (Avril 2015 SGGH-Ghana) (Banque de détail à l'international)</p>	<p>Nouvelle offre de crédit destinée aux achats de véhicules neufs ou d'occasion, auprès de vendeurs sélectionnés. Les prix proposés sont compétitifs car le véhicule acheté sert de garantie. Happy Auto Loan permet de souscrire non seulement à un crédit mais aussi à l'ensemble des services de bancassurance. Les clients bénéficient d'une période de cinq ans pour s'acquitter de leur remboursement. Ce nouveau service n'est pas proposé par les autres banques du pays.</p>
	<p>“Achat de créances de propriétaires” (Avril 2015 SKB Slovaquie) (Banque de détail à l'international)</p>	<p>Nouveau service mis au point en collaboration avec un des leaders slovaques de la gestion immobilière. Ce service permet aux propriétaires d'assumer la charge financière qu'implique la rénovation des immeubles. SKB rachète les créances aux entrepreneurs (créances vendor) pour le prix de la reconstruction de l'immeuble avant maturité.</p>
	<p>“Centre d'appel bancaire” (Juin 2015 SGBG Guinée) (Banque de détail à l'international)</p>	<p>Nouveau centre d'appel bancaire composé de quatre télé-conseillers. Ce service, premier du genre en République de Guinée, offre de nombreux services aux clients de la banque : service d'information, consultation de comptes, transfert d'appel vers le CSM monétique...</p>
	<p>“Premier Invest” (Juillet 2015 SG Strakhovanie Zhizni Russie) (Services Financiers aux entreprises et Assurances)</p>	<p>Nouveau produit d'assurance vie-épargne lancé en partenariat avec Rosbank, visant à diversifier l'épargne et à investir dans l'économie mondiale.</p> <p>Ce nouveau produit combine un investissement adossé à deux types d'actifs : un actif sécurisé à taux fixe (dépôt Rosbank) et un actif investi sur les marchés internationaux (obligation indexée émise par SG CIB), avec 3 types de stratégies d'investissement en fonction du choix du client : Diversifiée, Actions et Matières Premières.</p> <p>Le produit offre ainsi 100% du capital garanti à maturité, une espérance de gain en fonction des conditions financières du marché, une couverture en cas de décès, des avantages liés au cadre fiscal et successorale de l'assurance vie.</p>
Banque de Grande Clientèle et Solutions d'Investisseurs	<p>Lyxor lance les premières parts d'ETF couvertes en change sur l'EURO STOXX 50 pour répondre aux besoins des investisseurs (Février 2015) (Lyxor)</p>	<p>Lyxor Asset Management (Lyxor) est le premier fournisseur d'ETF à offrir aux investisseurs des classes de parts couvertes en change sur l'indice EURO STOXX 50, avec des frais totaux de 0.20% par an. Ces ETF couverts en change sont parfaitement adaptés aux besoins des investisseurs dans un environnement où le non alignement des politiques monétaires contribue à une augmentation de la volatilité des taux de change. Les fluctuations de change peuvent conduire à une divergence significative entre la performance de l'indice en devise locale et la performance d'un ETF non couvert en change coté dans un autre devise. Lyxor est le premier fournisseur d'ETF sur l'indice Euro STOXX 50 en termes d'actifs sous gestion avec USD 6,5 milliards, et en termes de liquidité</p>
	<p>Lyxor lance le fonds Smart Cash pour améliorer la gestion des liquidités à court terme, accessible via un ETF et un fonds ouvert (Mars 2015) (Lyxor)</p>	<p>Lyxor Asset Management (« Lyxor ») annonce le lancement du fonds Lyxor Smart Cash apportant une solution aux investisseurs (trésoriers, gérants de fonds, institutionnels) à la recherche de rendements court terme supérieurs aux fonds monétaires classiques. Cette stratégie conforme à la directive UCITS de gestion active est accessible via un fonds ou un ETF coté sur Euronext.</p> <p>Lyxor Smart Cash offre la possibilité d'accéder simplement à des placements sécurisés ou repo* pour optimiser le rendement des placements à court terme sans risque de duration ou de liquidité, ce qui constitue une réponse performante et innovante à la faiblesse persistante des taux monétaires. De plus, le fonds présente les caractéristiques nécessaires à la qualification d'équivalent de trésorerie par les commissaires aux comptes de l'investisseur.</p>

<p>Lyxor annonce un nouveau partenariat avec Quantmetrics pour sa plateforme de comptes gérés AIFM</p> <p>(Lyxor)</p>	<p>Lyxor Asset Management (« Lyxor ») annonce son partenariat avec Quantmetrics Capital Management (« Quantmetrics »), qui rejoindra la plateforme Lyxor de comptes gérés AIFM. Grâce à ce nouveau partenariat, Lyxor lance sur sa plateforme alternative la première stratégie conforme à la directive AIFM. La stratégie d'investissement de Quantmetrics consistera en un programme CTA court terme investi dans toutes les classes d'actifs et cherche à combiner des analyses comportementales et quantitatives pour créer de l'alpha. Par ces techniques de trading systématique à court terme, elle entend tirer parti des légers écarts temporaires de prix sur les marchés financiers aux Etats-Unis, en Europe et en Asie. En 2015, dans un environnement favorable aux CTA, cette stratégie pourrait être une bonne source de diversification pour les investisseurs, permettant aussi de générer des performances positives non corrélées. James Fowler, fondateur de Quantmetrics, explique : « Alors que les investisseurs institutionnels ont du mal à identifier des opportunités de performances durables, nos stratégies ont été développées pour apporter du rendement dans différents environnements de marché. Cela est d'autant plus vrai en période de forte volatilité car nous pouvons exploiter les opportunités de court terme sur des futures très liquides. Nous sommes heureux que Lyxor ait choisi de travailler avec Quantmetrics et pensons que notre stratégie profitera aux investisseurs institutionnels. »</p>
<p>SGI Asia Compass</p> <p>(Mars 2015 - Activités de Marché)</p>	<p>L'objectif de l'indice est d'offrir aux investisseurs une performance stable lors de périodes haussières et de limiter les pertes extrêmes lors de périodes baissières tout en maintenant la volatilité à un niveau prédéterminé à 6%. Afin de déterminer l'allocation, le modèle quantitatif est basé sur trois critères: une allocation diversifiée sur l'univers d'investissement asiatique, comprenant des actions, de la dette et des matières premières; une allocation stratégique grâce au modèle ERC (Equal Risk Contribution), qui permet de calculer le poids optimal de chaque actif du portefeuille ainsi qu'une allocation tactique grâce au suivi des tendances (Momentum) dans le but de bénéficier des tendances positives.</p>
<p>Tempo, une solution complète de gestion du collatéral pour tout type d'actifs</p> <p>(Avril 2015 - Métier Titre)</p>	<p>Société Générale lance « Tempo », une solution de gestion du collatéral complète et innovante pour tout type d'actifs, destinée aux acteurs du marché « buy-side » et « sell-side ». Cette nouvelle solution permet aux clients de bénéficier d'un service de gestion du collatéral unique et centralisé qui couvre toute la chaîne de valeur, de la centralisation des calculs d'appels de marges et la gestion des pools d'actifs à l'allocation et l'optimisation des actifs, réduisant à la fois les coûts et la complexité des opérations tout en améliorant leur performance globale à travers une stratégie post-marché efficiente.</p>
<p>Lyxor et J.P.Morgan s'associent pour lancer une gamme innovante d'ETF sur les facteurs de risque</p> <p>(Juin 2015 - Lyxor)</p>	<p>Depuis le début d'année, avec près de 50 milliards d'euros sous gestion, annonce un partenariat avec JP Morgan à l'occasion du lancement d'une nouvelle gamme d'ETF sur les facteurs de risque. Cette démarche s'inscrit dans la volonté de développement de Lyxor dans les ETF de Smart Beta afin d'offrir aux investisseurs des solutions de diversification des risques et des outils ciblés visant à améliorer la performance à long terme d'un portefeuille. Dans le cadre de développer des solutions d'investissement innovantes et performantes, Lyxor est fier aujourd'hui de proposer une nouvelle gamme d'ETF sur les facteurs de risque, fruit de notre partenariat avec J.P. Morgan. L'intérêt grandissant pour l'investissement en facteurs de risques tient à la nécessité pour les investisseurs de trouver des outils d'allocation de portefeuille axés sur les principaux moteurs de performance des marchés actions. L'approche de Lyxor, qui s'articule autour de cinq facteurs (taille, value, momentum, faible volatilité et qualité), s'appuie sur une recherche reconnue, tant d'un point de vue théorique qu'empirique. Les investisseurs recherchent actuellement des alternatives moins coûteuses et ajustées du risque pour leurs investissements en actions. Les ETF offrent à cet égard des caractéristiques très intéressantes. Ces produits auront pour base les indices smart beta de J.P. Morgan, conçus pour permettre aux investisseurs d'isoler certaines sources de risque et de rendement au sein de leurs portefeuilles afin d'optimiser la performance.</p>

<p>Lyxor lance le premier fonds UCITS à liquidité quotidienne sur sa Plateforme Alternative (Juin 2015- Lyxor)</p>	<p>Lyxor annonce son partenariat avec Corsair Capital Management LP. Grâce à l'ajout de cette nouvelle stratégie long/short axée sur les actions américaines, Lyxor présente le premier fonds à liquidité quotidienne au sein de son offre d'OPCVM alternatifs. Le Fonds cherche à exploiter la performance générée par les actions américaines et à minimiser le risque, en préservant le capital dans les phases de marché baissières et sans recourir à l'effet de levier. Le Fonds adopte un biais long et investit principalement dans des moyennes capitalisations américaines subissant des changements stratégiques et/ou structurels, car celles-ci sont souvent peu suivies par les analystes et affichent un historique financier complexe. C'est précisément cet écart d'informations entre le consensus du marché et la recherche Corsair qui crée des opportunités d'investissement et génère de l'alpha. Corsair est le sixième gérant alternatif sur la plateforme UCITS Lyxor, après Winton Capital Management, Canyon Capital Advisors, Tiedemann Investment Group, Capricorn Capital Partners et Lyxor Epsilon.</p>
<p>SGI CHINA A SELECTION INDEX (Juillet - 2015 - Mark)</p>	<p>L'indice SGI China A Selection est un indice systématique cherchant à répliquer la performance d'un panier d'actions (entre 80 et 100) Chinoises sous-évaluées et à fort potentiel de croissance (basé sur les facteurs de valeur et croissance) listées sur les bourses de Shanghai et Shenzhen. Les valeurs Chinoises sont exposées aux mêmes biais de valeur que ceux observés sur les actions étrangères. Différentes techniques quantitatives sont utilisées pour extraire la surperformance des valeurs Chinoises. Afin d'éviter les biais de valeur, les actions sont aussi classées selon leur profils de croissance potentiels. Dans un marché largement dominé par les investisseurs privés, les techniques quantitatives présentent un meilleur potentiel de performance. L'indice SGI China A Selection offre un accès privilégié aux 300 Actions Classe A, prenant en compte les plus liquides et les plus fortement capitalisées cotées sur les marchés de Shanghai et Shenzhen. De même, l'indice propose une approche micro-économique de sélection de titres basée sur des critères de croissance et valeur tout en restant neutre quant au secteur d'activité des actions sélectionnées.</p>
<p>ICE AGE THEMATIC BASKET (Août - 2015 - Mark)</p>	<p>La thèse de l'ère de glace prédit un environnement économique à très faible inflation voir quasi déflation à travers un processus de dérèglement des marchés actions, à la fois en terme relatif par rapport aux marchés obligataires, mais également en termes absolu. Durant une ère de glace, une sélection qualitative de valeurs peut aider à protéger les investisseurs. En raison des effets néfastes de la déflation/désinflation sur la dette, les investisseurs chercheront également à posséder des sociétés faiblement endettées ou (mieux encore) dégageant des excédents de trésorerie nette. Le panier est composé d'une sélection de 51 valeurs paneuropéennes, liquides, profitables, en croissance et en excédent de trésorerie. La solidité financière des sociétés joue également un rôle primordial. En définitive, le panier est composé d'entreprises à la fois attractives au niveau de leur endettement, mais aussi présentant une valeur boursière stable.</p>
<p>SG SEASONAL FACTOR COMMODITY INDEX (Septembre - 2015 - Mark)</p>	<p>L'indice SG Seasonal Factor Commodity est un indice de stratégie sur les matières premières développé par le département de recherche de la Société Générale. C'est un indice directionnel dynamique cherchant à capturer les variations de prix liés à l'effet saisonnalité de certaines matières premières. L'indice proposant une exposition sur 25 marchés de matières premières est basé sur 72 facteurs spécifiques dans un souci de liquidité et de respect des règles de gestion indicielles. Chacun des facteurs a été identifié analysé en utilisant des modèles d'analyses sophistiqués. Par ailleurs, chaque facteur représente une dynamique saisonnière spécifique avec une explication logique et robuste, sa raison d'être et la façon dont il influence le prix d'une matière première donnée en fonction du facteur de saisonnalité. L'indice SFCI comprend 25 mono-indices, chacun spécialisé sur un marché. A tout moment, chacun des mono indices peut prendre une position acheteuse, vendeuse ou neutre en fonction du signal envoyé par les indicateurs (haussier, neutre, baissier ...).</p>
<p>Lyxor lance un fonds avec le gérant crédit Chenavari sur sa plateforme de fonds alternatifs UCITS (Juillet - 2015 - Lyxor)</p>	<p>Lyxor annonce son partenariat avec Chenavari Investment Managers et le lancement du fonds Lyxor/Chenavari Credit Fund. Grâce à l'ajout de cette nouvelle stratégie long/short crédit européen, Lyxor vient renforcer son offre de fonds alternatifs au format UCITS. Le Fonds repose sur une approche fondamentale, neutre aux écarts de crédit. Le recours à des instruments financiers liquides permet d'adopter une approche dynamique.</p>

Métier

Nouveaux produits ou services

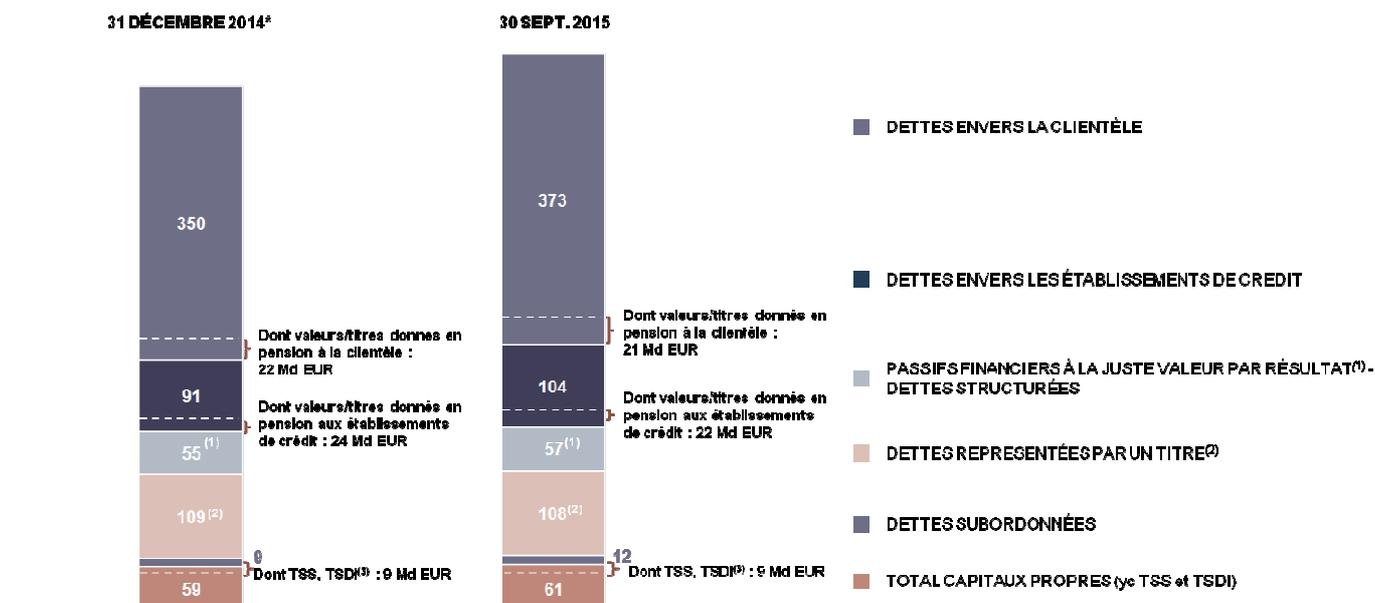
I-DEAL
(Septembre/2015 - SGSS)

I-DEAL est l'offre de table de négociation, proposée par sa ligne métier Société Générale Securities Services. I-DEAL prend en charge l'ensemble des contraintes techniques, RH et opérationnelles pour ses clients: réception d'ordres, gestion des systèmes (PMS, OMS, EMS, algorithmes ...), équipe de négociation et transmission d'ordres aux contreparties de marché. L'offre Société Générale inclut également: Reportings de best execution: reporting réglementaire, reportings opérationnels, reportings clients.
Suivi de l'activité: Un outil dédié permettant de saisir et de suivre les ordres, avec des écrans personnalisés. Analyse des notations des courtiers et des revues de performance des contreparties
Services de Middle Office marché: rapprochement des frais courtiers et gestion des coordonnées de règlement livraison.

2.2 Politique financière

2.2.1 Situation d'endettement du Groupe

Structure de financement :



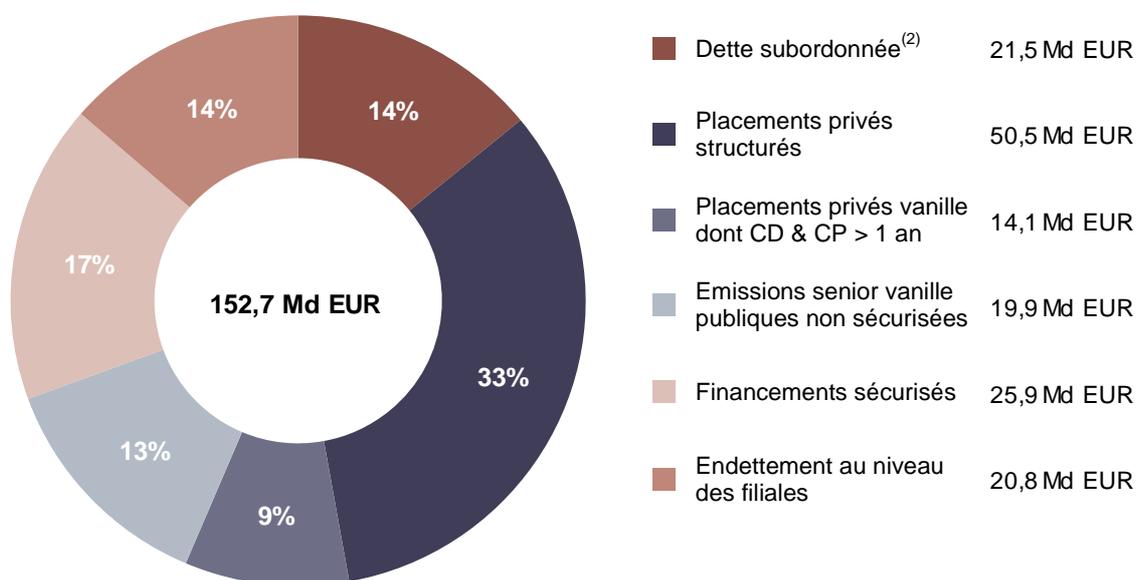
* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2014, suite à l'entrée en vigueur de norme IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective.

(1) Dont dettes représentées par un titre dans le portefeuille de transaction, et dettes évaluées à la juste valeur par résultat sur option. Montant des émissions non sécurisées à échéance supérieure à un an : 4,0 Md EUR à fin T3-15 et 3,8 Md EUR à fin T2-15

(2) Dont : SGSCF : 8,9 Md EUR ; SGSFH : 9,7 Md EUR ; CRH : 7,3 Md EUR ; titrisations et autres émissions sécurisées : 4,7 Md EUR ; conduits : 8,9 Md EUR à fin septembre 2015 (respectivement à fin juin 2015 : SGSCF : 8,4 Md EUR ; SGSFH : 9,2 Md EUR ; CRH : 7,3 Md EUR ; titrisations : 5,1 Md EUR ; conduits : 9,3 Md EUR)
 Montant des émissions non sécurisées à échéance supérieure à un an : 28,2 Md EUR à fin T3-15 et 28 Md EUR à fin T2-15

(3) Titres Subordonnés à Durée Indéterminée. Montants nominaux hors notamment effet change, primes d'émission et intérêts courus

Encours des titres émis à long terme par le groupe⁽¹⁾



(1) L'encours de titres court terme émis par le Groupe s'élevait à 34,1 Md EUR au 30.09.2015 dont 8,9 Md EUR au titre des conduits

(2) Dont 9,8 Md EUR inscrits parmi les instruments de capitaux propres en comptabilité

Réalisation du programme de financement à fin septembre 2015 : 31,0 Md EUR

A la fin du troisième trimestre 2015, la liquidité levée au titre du programme de financement 2015 s'élevait à 31,0 Md EUR en dette senior et subordonnée. Au niveau de la maison-mère, 26,0 Md EUR avaient été levés au 30 septembre 2015. Les sources de refinancement se répartissent entre 6,1 Md EUR d'émissions senior vanille non sécurisées, 13,8 Md EUR de placements privés structurés, 1,5 Md EUR de financements sécurisés (SG SFH et SG SCF), 3,5 Md EUR d'émissions subordonnées Tier 2 et 1,1 Md EUR d'émissions super-subordonnées Additional Tier 1. Au niveau des filiales, 5,0 Md EUR avaient été levés au 30 septembre 2015.

3 - Chapitre 3 : Gouvernement d'entreprise

3.1 Comité exécutif

(Composition à compter du 1^{er} septembre 2015)

Frédéric OUDÉA

Directeur général

Séverin CABANNES

Directeur général délégué

Bernardo SANCHEZ INCERA

Directeur général délégué

Gilles BRIATTA

Secrétaire général et Responsable de la Conformité du Groupe

Laurent GOUTARD

Directeur de la banque de détail Société Générale en France

Caroline GUILLAUMIN

Directrice de la Communication du Groupe

Didier HAUGUEL

Co-directeur de la Banque et Services Financiers Internationaux

Philippe HEIM

Directeur financier du Groupe

Edouard-Malo HENRY

Directeur des Ressources Humaines du Groupe

Françoise MERCADAL-DELASALLES

Directrice des Ressources et de l'Innovation du Groupe

Benoît OTTENWALTER

Directeur des Risques du Groupe

Jean-Luc PARER

Co-directeur de la Banque et Services Financiers Internationaux

Didier VALET

Directeur, Banque de Financement et d'Investissement, Banque Privée, Gestion d'actifs & Métier Titres

4 - Chapitre 4 : Risques et adéquation des fonds propres

4.1 Ratios réglementaires

4.1.1 Gestion des ratios prudentiels – actualisation des pages 165 à 168 du DDR 2015

Au cours des trois premiers trimestres 2015, Société Générale a procédé aux émissions Tier 2 suivantes :

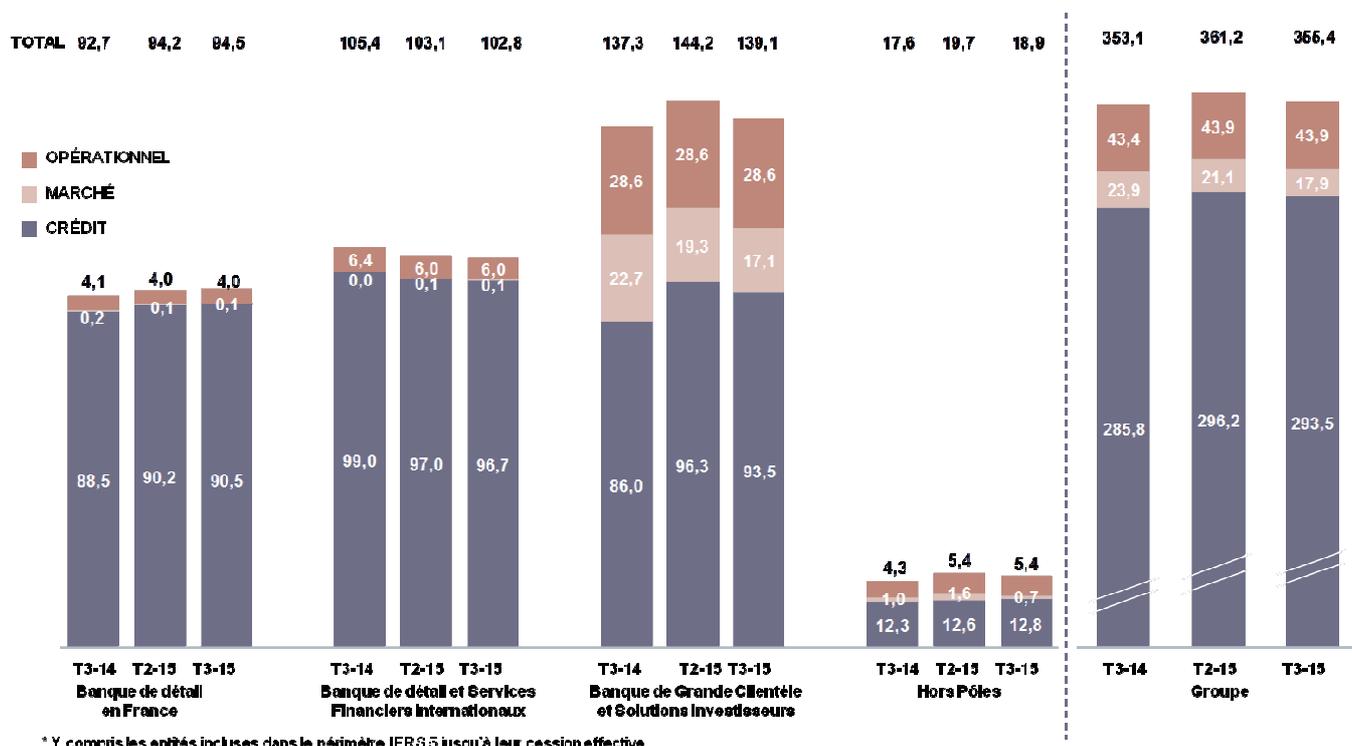
- 1,25 Md EUR le 27 février 2015 ;
- 1,5 Md USD le 14 avril 2015 ;
- 150 MEUR le 15 avril 2015 ;
- 125 MAUD le 2 juin 2015 et 50 MAUD le 10 juin 2015 ;
- 1,2 Md CNY le 3 juin 2015 ;
- 43,6 Md JPY le 12 juin 2015 ;
- 50 MUSD le 22 juillet 2015 ;
- 20 Md JPY le 30 septembre 2015.

En outre, Société Générale a procédé à une émission Additional Tier 1 de 1,25 Md USD le 29/09/2015.

Sur cette même période, le Groupe a remboursé à date de maturité ou à première date de call les émissions suivantes :

- Additional Tier 1 émise en janvier 2005 pour un montant de 728,1 M EUR ;
- Additional Tier 1 émise en octobre 2009 pour un montant de 1,0 Md USD ;
- Tier 2 émise en avril 2000 pour un montant de 366 M EUR ;
- Tier 2 émise en juin 2000 pour un montant de 125 M EUR ;
- Tier 2 émise en avril 2003 pour un montant de 94 M EUR

4.1.2 Encours pondérés des risques (CRR/CRD4, en Md EUR) – actualisation de la page 145 du DDR 2015



* Y compris les entités incluses dans le périmètre IFRS 5 jusqu'à leur cession effective

4.1.3 Rapprochement des capitaux propres comptables et prudentiels et ratios CRR/CRD4 – actualisation de la page 168 du DDR 2015

<i>En milliards d'euros</i>	30 juin 15	30 sept. 15
Capitaux propres part du Groupe	56,1	57,9
Titres Super Subordonnés (TSS)*	(8,3)	(9,4)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)*	(0,4)	(0,4)
Provision pour dividendes et coupons sur hybrides	(1,0)	(1,5)
Ecarts d'acquisition et incorporels	(6,6)	(6,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,5
Déductions et retraitements prudentiels**	(4,9)	(5,2)
Fonds propres Common Equity Tier 1	37,4	37,5
Fonds propres additionnels de catégorie 1	8,5	9,5
Fonds propres Tier 1	45,9	46,9
Fonds propres de catégorie 2	8,9	8,7
Fonds propres globaux (Tier 1 + Tier 2)	54,9	55,6
Encours pondérés	361,2	355,4
Ratio Common Equity Tier 1	10,4%	10,5%
Ratio Tier 1	12,7%	13,2%
Ratio Global	15,2%	15,7%
Ratio conglomérat financier	>100%	>100%

Ratio publiés selon les règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance. Voir note méthodologique n°5
 * Hors primes d'émission sur les TSS et les TSDI
 ** Déductions sans phasage

4.1.4 Ratio de levier CRR

Ratio de levier CRR⁽¹⁾ non phasé

<i>En milliards d'euros</i>	30 juin 15	30 sept. 15
Tier One	45,9	46,9
Total bilan prudentiel ⁽²⁾	1 257	1 250
Ajustement au titre des expositions sur dérivés	(87)	(97)
Ajustement au titre des opérations de financement sur titres*	(35)	(33)
Hors bilan (engagements de financement et garanties)	93	95
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles fonds propres Tier one)	(11)	(11)
Exposition levier	1 217	1 204
Ratio de levier CRR	3,8%	3,9%

(1) Proforma sans phasage sur la base des règles CRR adoptées par la Commission européenne en octobre 2014 (acte délégué). Voir note méthodologique n°6

(2) Le bilan prudentiel correspond au bilan IFRS retraité du périmètre des entités mises en équivalence (principalement des filiales d'assurance)

* Opérations de financement sur titres : titres reçus en pension, titres donnés en pension, opérations de prêt ou d'emprunt de titres et toutes autres opérations similaires sur titres

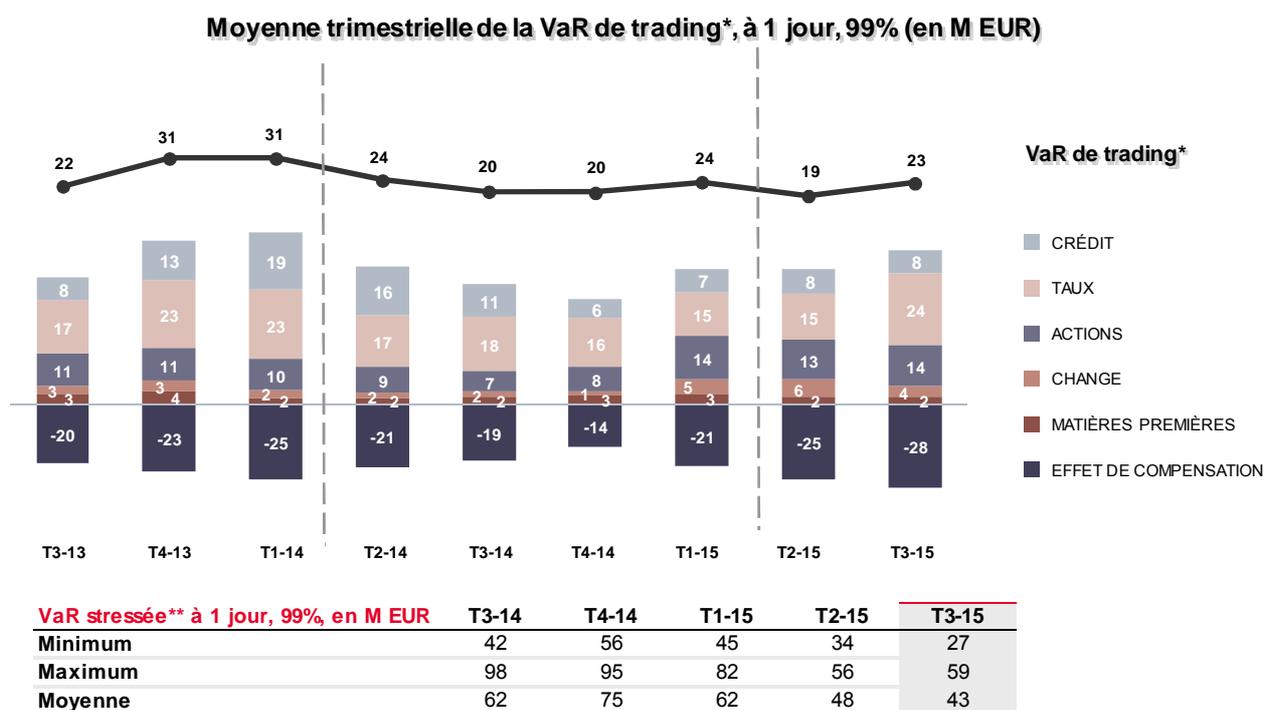
4.2 Risques de crédit : Couverture des engagements provisionnables - actualisation de la page 213 du DDR 2015

<i>en Md EUR</i>	30/09/2014	31/12/2014	30/09/2015
Créances brutes*	431,8	427,0	465,3
Créances douteuses*	24,8	23,7	23,6
Taux brut d'encours douteux*	5,7%	5,6%	5,1%
Provisions spécifiques*	13,7	13,1	13,3
Provisions base portefeuilles*	1,2	1,3	1,3
Taux brut de couverture des encours douteux* (Provisions globales / Créances douteuses)	60%	61%	62%
Actifs gérés en extinction : encours brut	5,4	4,0	3,8
Créances douteuses	3,2	2,2	2,3
Taux brut d'encours douteux	60%	54%	61%
Provisions spécifiques	2,7	1,9	2,1
Taux brut de couverture des encours douteux	84%	89%	89%
Taux brut Groupe des encours douteux	6,4%	6,0%	5,5%
Taux brut Groupe de couverture des encours douteux	63%	63%	64%

* Hors actifs gérés en extinction. Prête et créances sur la clientèle, prête et créances sur les établissements de crédit, locations simples et opérations de location financement et assimilés

4.3 Risques de marché : Evolution de la VaR de trading - actualisation de la page 250 du DDR 2015

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros



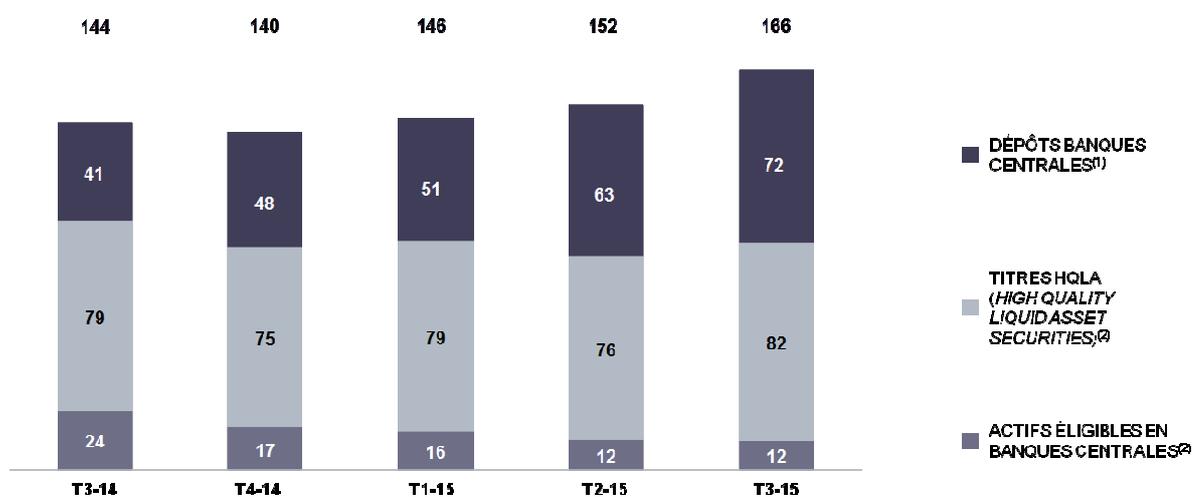
* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 260 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables

** VaR Stressée : Approche identique à celle de la VaR (« simulation historique » avec des chocs « 1-jour » et un intervalle de confiance à 99 %), mais sur une fenêtre historique fixe d'un an correspondant à une période de tensions financières significatives

4.4 Risques de liquidité

4.4.1 Réserve de liquidité - actualisation de la page 271 du Document de référence 2015

Réserve de liquidité (en Md EUR)



■ Liquidity Coverage Ratio à 137% en moyenne au T3-15

(1) Hors réserves obligatoires

(2) Disponibles, valorisés après décote

4.5 Risques Juridiques – actualisation de la page 281 du DDR 2015

- Société Générale, ainsi que d'autres institutions financières, ont également été assignées dans le cadre d'une seconde action de groupe impliquant le Yen LIBOR et l'Euroyen TIBOR. L'action a été initiée par des demandeurs ayant acheté des instruments financiers liés au Yen LIBOR et à l'Euroyen TIBOR et fondent notamment leur créance sur le droit américain de la concurrence et sur les dispositions civiles du Racketeer Influenced Corrupt Organization ("RICO") Act.

Société Générale ainsi que d'autres institutions financières avaient été assignées aux États-Unis devant la *US District Court de Manhattan*. Il leur était notamment reproché d'avoir enfreint le droit de la concurrence et le *Commodity Exchange Act* américains s'agissant d'un indice libellé en Euro. Cette action est intentée par des individus qui ont acheté ou vendu des contrats à terme sur le NYSE LIFFE *exchange* et indexés sur l'EURIBOR, des contrats à terme en EURO sur le Chicago Mercantile Exchange (« COMEX ») et d'autres dérivés liés à l'Euro. Il est allégué que ces contrats auraient été négociés à des niveaux artificiels à cause d'une manipulation des taux EURIBOR. Une demande de rejet de l'action a été déposée.

- Société Générale, ainsi que d'autres institutions financières, ont été assignées dans le cadre d'une action de groupe dans laquelle il leur est reproché d'avoir enfreint le droit de la concurrence et le *Commodity Exchange Act* américains s'agissant de leur implication sur le marché de Londres de fixation du prix de l'or. L'action a été initiée pour le compte de personnes ou entités ayant vendu de l'or physique, ayant vendu des contrats de futures indexés sur l'or sur le COMEX, vendu des ETF sur l'or, vendu des options d'achat d'or négociées sur le COMEX, acheté des options de vente d'or négociées sur le COMEX, vendu de l'or de gré à gré ou des contrats à terme ou des options d'achat d'or, ou acheté de gré à gré des options de vente d'or. L'action est pendante devant la *US District Court de Manhattan*. Des requêtes sollicitant le rejet de ces demandes ont été déposées.
- Société Générale Americas Securities LLC (« SGAS »), ainsi que d'autres institutions financières, ont été assignées dans le cadre de plusieurs actions de groupe dans lesquelles il leur est reproché d'avoir enfreint le droit de la concurrence et le *Commodity Exchange Act* américains s'agissant de son activité de US Primary Dealer, achetant et vendant des titres du Trésor des États-Unis. L'affaire est pendante devant la *US District Court de Manhattan*. Le délai de réponse imparti à SGAS n'a pas encore été fixé.
- Société Générale, ainsi que d'autres institutions financières, ont été assignées dans le cadre d'une action de groupe pendante devant la *US District Court de Manhattan* par des personnes ou entités ayant conclu certaines transactions de gré à gré et échangé des instruments de change. Il leur est reproché d'avoir enfreint le droit de la concurrence et le *Commodity Exchange Act* américains relativement à des opérations de change au comptant et de commerce de dérivés. Société Générale a également été assignée sur les mêmes fondements dans deux actions de groupe au Canada.
- L'ACPR a ouvert une procédure disciplinaire à l'encontre de Société Générale le 22 mai 2013 portant sur les moyens et procédures mis en œuvre par l'établissement en vertu des dispositions relatives au droit au compte. Le 11 avril 2014, la Commission des sanctions de l'ACPR a prononcé à l'encontre de Société Générale les sanctions suivantes : amendes de 2MEUR, un blâme et la publication de la décision. Société Générale a initié un recours devant le Conseil d'Etat en mai 2014. Par un arrêt rendu le 14 octobre 2015, le Conseil d'Etat a annulé la sanction de l'ACPR du 11 avril 2014.

5 - Chapitre 8 : Responsable du document de référence

5.1 Responsable de l'actualisation du document de référence

M. Frédéric OUDÉA, Directeur général de Société Générale

5.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2015 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2015, de ses actualisations A-01 et A-02 et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2015 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 460 à 461 et 518 à 519 du document de référence 2015, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2012 et 2013, respectivement en pages 385 à 386 et 446 à 447 du Document de référence 2013 et en pages 376 à 377 et 434 à 435 du Document de référence 2014. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes consolidés 2014 et 2013 et aux comptes sociaux 2012 contiennent des observations. Le rapport des contrôleurs légaux référant aux comptes semestriels consolidés résumés du 30 juin 2015 contient une observation.

Fait à Paris, le 6 novembre 2015

M. Frédéric OUDEA
Directeur général de Société Générale

5.3 Responsables du contrôle des comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par Mme Isabelle Santenac

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Nom : Société Deloitte et Associés
représentée par M. José-Luis Garcia

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de 1ere nomination : 18 avril 2003

Date de renouvellement : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Nom : Société Picarle et Associés

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : Société BEAS

Adresse : 7-9 Villa Houssay
92200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Les sociétés Ernst & Young et Autres et Deloitte et Associés sont enregistrées comme Commissaire aux comptes auprès de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

6 - Chapitre 9 : Table de concordance

6.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	Numéros de pages du Document de référence	1 ^{ère} actualisation	2 ^{ème} actualisation	3 ^{ème} actualisation
1. PERSONNES RESPONSABLES	552	65	124	48
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	553	66	125	49
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES				
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	Chiffres clés p. 5	3		
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA		11-37	
4. FACTEURS DE RISQUE	126-139 ; 144-291	57-63	53-67	41-47
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR				
5.1. Histoire et évolution de la Société	4 ; 534			
5.2. Investissements	53		49	
6. APERÇU DES ACTIVITÉS	22-23			
6.1. Principales activités	5 ; 42-45	31-33	10-49	5-39
6.2. Principaux marchés	5-23 ; 456-459			
6.3. Événements exceptionnels	NA			
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA			
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	2	Sommaire	27	21
7. ORGANIGRAMME				
7.1. Description sommaire du Groupe	5 ; 22-23		10	
7.2. Liste des filiales importantes	27-41 ; 450-455 ; 508-517		10 ; 83	
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS				
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	54 ; 410		45	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	294-342			
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT				
9.1. Situation financière	46-52		17 ; 42-48	
9.2. Résultat d'exploitation	24-41	4-30	11-37	5-31
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX				
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	346-352		74-76 ; 111	
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	353		77	
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	49-52		46-48	38-39
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	535			
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	50-51 ; 54			
11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA			
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	55-56			
13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	NA			
ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE				
14. ET DIRECTION GÉNÉRALE				
14.1. Conseil d'administration et Direction générale	76-98	34	51-52	40
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	85			
15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES				

Rubriques	Numéros de pages du Document de référence	1ère actualisation	2ème actualisation	3ème actualisation
15.1.	Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	99-123	34-56	
15.2.	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	446		
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION			
16.1.	Date d'expiration du mandat actuel	77-82		
16.2.	Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA		
16.3.	Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	94-96		
16.4.	Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	87		
17.	SALARIÉS			
17.1.	Nombre de salariés	313-327		
17.2.	Participations et stock-options des administrateurs	77-81 ; 99-123	103	
17.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	327		
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES			
18.1.	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	528-529	111	
18.2.	Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	528-529 ; 535	111	
18.3.	Contrôle de l'émetteur	528-529		
18.4.	Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA		
19.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTES			
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR			
20.1.	Informations financières historiques	346-459 ; 464-517 ; 557		
20.2.	Informations financières proforma	NA		
20.3.	États financiers	346-459 ; 464-517		
20.4.	Vérification des informations financières historiques annuelles	140-141 ; 460-461 ; 518-519		
20.5.	Date des dernières informations financières	346 ; 464	68	
20.6.	Informations financières intermédiaires	NA	4-30 11-37 ; 68-108	5-31
20.7.	Politique de distribution des dividendes	522-525	51	
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	281-283		47
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	53		
21.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES			
21.1.	Capital social	526-535	64	111
21.2.	Acte constitutif et statuts	536-540	64	
22.	CONTRATS IMPORTANTS			
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS			
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC			
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS			

6.2 Table de concordance du rapport Pilier 3

Article CRR	Thème	Référence Document de référence	Page actualisation	1 ^{ère} actualisation	2 ^{ème} actualisation	3 ^{ème} actualisation
90 (CRD4)	Rendement des actifs	Indicateurs clés des risques	144	57-60	53	
435 (CRR)	1. Objectifs et politique de gestion des risques	3.1 Structure et organes du gouvernement d'entreprise + 4.2 Gouvernance et dispositif de gestion des risques	76			
436 (a)(b) (CRR)	2. Périmètre de consolidation	4.3 Gestion du capital et adéquation des fonds propres Tableaux 1-2 + Note 46 aux Etats financiers + Non communiqué (confidentialité invoquée)	163			
436 (c)(d)(e) (CRR)	2. Périmètre de consolidation	Informations non publiées pour des raisons de confidentialité				
437 (CRR)	3. Fonds propres	4.3 Gestion du capital et adéquation des fonds propres	162			
438 (CRR)	4. Exigences de fonds propres	4.3 Gestion du capital et adéquation des fonds propres	169			
439 (CRR)	5. Exposition au risque de crédit de contrepartie	4.4 Les risques de crédit	198			
440 (CRR)	6. Coussins de fonds propres	4.3 Gestion du capital et adéquation des fonds propres	162			
441 (CRR)	7. Indicateurs d'importance systémique mondiale	Site internet SG – Rubrique donnees-et-publications/ document-de-referance (pour 2013)				
442 (CRR)	8. Ajustements pour risque de crédit	4.4 Les risques de crédit	198			44
443 (CRR)	9. Actifs grevés	4.9 Risque de liquidité	272			
444 (CRR)	10. Recours aux OEEC	4.5 Titrisation	233	62		
445 (CRR)	11. Exposition au risque de marché	4.6 Les risques de marché	247			
446 (CRR)	12. Risque opérationnel	4.7 Les risques opérationnels	255			
447 (CRR)	13. Expositions sur actions du portefeuille hors négociation	4.11 Risques liés aux actions	284			
448 (CRR)	14. Expositions au risque de taux d'intérêt pour des positions du portefeuille hors négociation	4.8 Les risques structurels de taux et de change	261			
449 (CRR)	15. Exposition aux positions de titrisation	4.5 Titrisation	233			
450 (CRR)	16. Politique de rémunération	1ère actualisation du DDR (prévisionnel)		34-56		
451 (CRR)	17. Levier	4.3 Gestion du capital et adéquation des fonds propres	144			
452 (CRR)	18. Utilisation de l'approche NI pour le risque de crédit	4.4 Les risques de crédit	203			
453 (CRR)	19. Utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit	4.4 Les risques de crédit	201			
454 (CRR)	20. Utilisation des approches par mesure avancée pour le risque opérationnel	4.7 Les risques opérationnels	255			
455 (CRR)	21. Utilisation de modèles internes de risque de marché	4.6 Les risques de marché	247			

6.3 Index des tableaux du rapport Pilier3

N°	Titre	Page	1ère actualisation	2ème actualisation	3ème actualisation
1	Différence entre périmètre comptable et périmètre prudentiel	163			
2	Rapprochement du bilan consolidé et du bilan comptable sous périmètre prudentiel	163		57	
3	Filiales exclues du périmètre prudentiel	165			
4	Montant total des instruments de dette assimilés aux fonds propres Tier 1	166	57	58	41
5	Évolution des dettes éligibles à la constitution des fonds propres	167	57	59	
6	Fonds propres prudentiels et ratios de solvabilité CRR/CRD4 non phasés	168	58	53-55	42-43
6a	Fonds propres prudentiels et ratio de solvabilité CRR/CRD4 (détail du tableau 6)	174 - 175			
6b	Modèle transitoire pour la publication des informations sur les fonds propres	176 - 179			
6c	Principales caractéristiques des instruments de fonds propres	180 - 197			
7	Flux des fonds propres prudentiels non phasés	169			
8	Déductions et retraitements prudentiels au titre de CRR/CRD4	169			
9	Exigences en fonds propres et encours pondérés du Groupe	170	60		
10	Encours pondérés des risques CRR/CRD4 à fin décembre 2014	171			
11	Contribution des principales filiales aux encours pondérés du groupe	172			
12	Synthèse du ratio de levier et passage du bilan comptable sur périmètre prudentiel à l'exposition levier	173	58	56	44
13	Répartition des EAD par méthode bâloise	203			
14	Périmètre d'application de méthodes IRB et standard pour le Groupe	203			
15	Échelle de notation interne de société générale et correspondance avec celles des agences	204 - 242			
16	Hors clientèle de détail - modèles et principales caractéristiques des modèles utilisés	205			
17	Comparaison des probabilités de défaut (PD) estimées et des valeurs réalisées hors clientèle de détail	206			
18	Comparaison des LGD* estimées et des valeurs réalisées - hors clientèle de détail	206			
19	Clientèle de détail - modèles et principales caractéristiques des modèles utilisés	207			
20	Comparaison des probabilités de défaut (PD) estimées et des valeurs réalisées clientèle de détail	208			
21	Comparaison des LGD estimées et des valeurs réalisées - clientèle de détail	208			
22	Couverture des engagements provisionnables	213	59	61	44
23	Catégories d'exposition	214			
24	Exposition au risque de crédit global, valeur exposée au risque (EAD) et exposition pondérée (RWA) par méthode et catégorie d'exposition	215			
25	Exposition au risque de crédit, valeur exposée au risque (EAD) et exposition pondérée (RWA) de la clientèle de détail par méthode et catégorie d'exposition	216			
26	Exposition au risque de crédit et de contrepartie par méthode et catégorie d'exposition	217			
27	Valeur exposée au risque (EAD) de crédit et de contrepartie par méthode et catégorie d'exposition	218			
28	Sûretés personnelles (dérivés de crédit inclus) et réelles bilan et hors bilan par catégorie d'exposition	218			
29	Valeur exposée au risque (EAD) du portefeuille entreprises par secteur d'activité	219			
30	Valeur exposée au risque (EAD) par zone géographique et principaux pays par catégorie d'exposition	220 - 221		60	
31	Valeur exposée au risque (EAD) par zone géographique et principaux pays de la clientèle de détail	222		60	
32	En approche IRB hors clientèle de détail, exposition au risque de crédit par maturité résiduelle	223			
33	Exposition au risque de crédit traitée en approche IRB, par catégorie d'exposition et notes internes (hors expositions en défaut)	224 - 225			

N°	Titre	Page	1ère actualisation	2ème actualisation	3ème actualisation
34	Exposition au risque de crédit de la clientèle de détail traitées en approche IRB, par catégorie d'exposition et notes internes (hors expositions en défaut)	226			
35	Exposition au risque de crédit traitée en méthode standard par catégorie d'exposition et notation (hors expositions en défaut)	228			
36	Risque de contrepartie par catégorie d'exposition	229			
37	Valeur exposée au risque (EAD) de contrepartie par zone géographique et principaux pays (exposition >1 Md EUR)	229			
38	En approche IRB, valeur exposée au risque (EAD) de contrepartie par notes internes	230			
39	Répartition des expositions non dépréciées avec impayés par catégorie d'exposition	230			
40	Expositions dépréciées du bilan et dépréciations par catégorie d'exposition et coût du risque	230			
41	Expositions dépréciées et dépréciations individuelles au bilan par méthode et par zone géographique et principaux pays	231			
42	Expositions dépréciées du bilan par secteur d'activité	232			
43	En approche IRB : pertes attendues (EL) à horizon d'un an par catégorie d'exposition (hors expositions en défaut)	232			
44	Encours totaux des positions titrisées par le groupe au 31.12.2014 et 2013 par catégorie d'exposition	235			
45	Encours de positions titrisées par le groupe dépréciés ou présentant des arriérés de paiement par catégorie d'exposition	236			
46	Actifs en attente de titrisation	237			
47	Positions de titrisations conservées ou acquises par type de sous-jacents dans le portefeuille bancaire	238			
48	Positions de titrisations conservées ou acquises par type de sous-jacents dans le portefeuille de négociation	239			
49	Positions de titrisations conservées ou acquises par région dans le portefeuille bancaire et le portefeuille de négociation	239			
50	Qualité des positions de titrisations conservées ou acquises	240 - 241			
51	Positions de titrisation conservées ou acquises dans le portefeuille bancaire par approche et par pondération au 31.12.2014	243			
52	Positions de titrisation conservées ou acquises dans le portefeuille bancaire par approche et par pondération au 31.12.2013	244			
53	Positions de titrisations conservées ou acquises dans le portefeuille de négociation par pondération	245			
54	Exigences en fonds propres relatives aux titrisation conservées ou acquises, dans le portefeuille de négociation	246			
55	Expositions aux titrisations déduites des fonds propres par catégories d'exposition	246			
56	Exigences en fonds propres au titre du risque de marché	254			
57	Exigences en fonds propres par type de risque de marché	254			
58	Sensibilité à une variation des taux de +1 %, indiquée par maturité	262			
59	Gaps de taux par maturités au 31.12.2014	263			
60	Sensibilité de la marge d'intérêt du Groupe	263			
61	Opérations en devises	264			
62	Sensibilité du ratio Common Equity Tier 1 du groupe à une variation de la devise de 10 % (en points de base)	264		62	
63	Actions et participations dans le portefeuille bancaire	285			
64	Gains et pertes nets sur actions et participations du portefeuille bancaire	285			
65	Exigences en fonds propres liées aux actions et participations du portefeuille bancaire	286			

6.4 TABLE DE CONCORDANCE AVEC LES RECOMMANDATIONS DE L'ENHANCED DISCLOSURE TASK FORCE - EDTF

N°	Recommandation	Détails	Page	3 ^{ème} actualisation
1	Regroupement des informations sur les risques dans un rapport unique	■ Chapitre 1 (description du Groupe, stratégie, présentation des métiers)	5 et s.	
		■ Chapitre 2 (rapport de gestion, structure du bilan, évolutions récentes et perspectives)	21 et s.	
		■ Chapitre 4 (risques, adéquation des fonds propres, Pilier 3)	144 et s.	
2	Définition des principaux termes et métriques utilisés	■ Mise à disposition d'un glossaire des principaux termes utilisés	566	
		■ Définitions en tant que de besoin dans les chapitres concernés		
		- risques de crédit	198	
		- risques de marché	247	
3	Définition et classification des risques et perspectives sur les risques	- risques opérationnels	255	
		■ Chiffres clés	144-145	
		■ Typologie des risques	146	
		■ Facteurs de risques	147	
4	Définition des évolutions réglementaires et nouveaux ratios de référence	■ Évolutions récentes et perspectives	6 ; 55	
		■ Ratio de capital Bâle 3 non phasé	144	
		■ Étapes de phasage	167	
		■ Coussin complémentaire GSIB	162	
		■ Ratio de levier	144-162	
5	Gouvernance des risques	■ LCR	271	
		■ NSFR	271	
		■ Principes de gouvernance du Groupe (schéma de synthèse)	76	
		■ Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise	87	
		■ Rapport du Président sur le contrôle interne et la gestion des risques	126	
		■ Principes de pilotage des risques (schéma de synthèse)	134-155	
6	Culture risques	■ Risques de crédit	198	
		■ Risques de marché	247	
		■ Risques opérationnel	255	
		■ Organisation et gouvernance du dispositif de gestion des risques	155	
7	Chiffres clés des métiers, appétit pour le risque, gestion des risques	■ Le programme « <i>Enterprise Risk Management</i> »	158	
		■ Chiffres clés Groupe	5	
		■ Description des métiers	9	
		■ Chiffres clés des risques	144-145	
		■ Appétit pour le risque	158-159	
8	Dispositif de <i>stress-tests</i>	■ Gouvernance de la gestion des risques	126 et s.	
			156-157	
		■ Description générale	158-159	
9	Exigences de capital	■ <i>Stress-tests</i> de crédit	199	
		■ <i>Stress tests</i> des risques de marché	251	
		■ Exigences de fonds propres par type de risque	170	
10	Information sur la composition du capital réglementaire Rapprochement des données comptables et prudentielles	■ Coussin complémentaire GSIB	162	
		■ Composition du capital réglementaire	168	
		■ Détail des fonds propres prudentiels	174	
		■ Rapprochement du bilan comptable et du bilan prudentiel	163	
11	Évolution du capital prudentiel	■ Rapprochement du capital comptable et du capital prudentiel	168	
		■ Graphique rapprochement du capital	50	
		■ Tableau de flux des fonds propres prudentiels	169	
12	Objectifs de capital prudentiel	■ Commentaire qualitatif	172	
		■ Informations sur les objectifs et contraintes de ratios (CET 1)	55, 172	
13	Répartition des encours pondérés par métier	■ Éléments réglementaires	162, 167	
		■ Graphique	145	
14	Tableau des RWA par méthode de calcul	■ Informations complémentaires dans les analyses par type de risque (crédit, marché, opérationnel, etc.)	170-171	
		■ Encours pondérés du Groupe	170	
		■ Risques de crédit	198 et s.	
		■ Risques de marché	247 et s.	

N°	Recommandation	Détails	Page	actualisation
15	Tableau des risques de crédit par portefeuille bâlois	■ Détails apportés dans la section Risques de crédit du chapitre 4	198 et s.	
16	Analyse des mouvements des RWA et besoins en fonds propres	■ Tableau risques de crédit (synthèse) ■ Tableau risques de marché (synthèse) ■ Tableau risques de marché (VAR par type de risque et évolution des exigences en fonds propres)	170-171 170-171 250-254	
17	Back testing	■ Risques de crédit ■ Risques de marché	206-208 248	
18	Réserve de liquidité	■ Commentaire qualitatif et quantitatif ■ Réserve de liquidité (montant et composition)	271 271	46
19	Actifs grevés	■ Actifs grevés ■ Financements de marché (échancier des émissions sécurisées)	266 267	
20	Bilan par échéances contractuelles	■ Passif et hors bilan : note 30 aux états financiers consolidés ■ Bilan	432 272-273	
21	Stratégie de refinancement	■ Situation d'endettement du Groupe, politique d'endettement ■ Stratégie de refinancement	51 266-267	
22	Rapprochement des encours pondérés et des encours comptables pour les expositions sensibles aux risques de marché	Information non communiquée		
23	Facteurs de risques structurels (sensibilité des positions structurelles aux facteurs de marché)	■ Section risques structurels de taux et de change ■ Note 23 des états financiers consolidés (avantages du personnel) ■ Analyse de la VAR	261 419 248-250	
24	Principes de modélisation des risques de marché	■ Organisation et gouvernance ■ Méthodes d'évaluation et d'encadrement des risques ■ Gouvernance	247 248 253	
25	Méthodes de mesure du risque de marché	■ Méthodes d'évaluation et d'encadrement des risques ■ VAR et contrôle de la VAR ■ Stress-tests, scénarii et résultats	248 248-250 251-252	45
26	Structure du portefeuille de crédit	■ Chiffres clés ■ Structure du portefeuille ■ Données quantitatives	145 209-212 209-232	
27	Politique de dépréciation Provisions et dépréciations de crédit	■ Note 1 aux États financiers consolidés ■ Politique de crédit ■ Données quantitatives	354-371 198-200 212-213 230 et s.	44
28	Mouvements de provisions et dépréciations	■ États financiers consolidés, note 22 ■ Couverture des engagements provisionnables	418 213	
29	Risques de contrepartie sur opérations de marché	■ Par catégorie d'exposition et par zone géographique ■ Note n° 27 « Engagements » des états financiers consolidés	229 429	
30	Informations relatives aux sûretés et mesures de réduction des risques de contrepartie	■ Couverture des risques de crédit : garanties et collatéraux, dérivés de crédit, mesures d'atténuation du risque, assurances crédit	201-203	
31	Autres risques	■ Description : typologie des risques ■ Pilotage (synthèse) ■ Risques opérationnels ■ Risques structurels de taux et de change ■ Risques de non-conformité, de réputation, risques juridiques ■ Risques liés aux actions ■ Risques stratégiques ■ Risques liés à l'activité ■ Risques liés aux activités d'assurance ■ Risques environnementaux et sociaux	146 155 255 261 274 284 286 286 286 286	47
32	Analyse des pertes liées au risque opérationnel, y compris litiges et conformité	■ Données quantitatives ■ Risques et litiges	259 281	